

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 285. — 7 MAI 1966

L'ESPRIT

DE

GRENOBLE

DÉBATS DU C.E.S.

Paris : De Gaulle, l'O.T.A.N. et la gauche

Le 26 avril dernier s'est tenue la deuxième conférence-débat du Cercle d'Etudes socialistes de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris, à laquelle avait été convié André Philip, Gilles Martinet, Jacques Piette, de la S.F.I.O., et Jean-Pierre Vigier, membre du P.C.F.

André Philip, introduisant le débat, qui avait pour thème : « De Gaulle, l'O.T.A.N. et la gauche », devait déclarer qu'il était contre la guerre au Vietnam, au même titre qu'il avait combattu le nazisme et la guerre d'Algérie, c'est-à-dire au nom d'un humanisme socialiste. Se déclarant partisan de l'Alliance atlantique, il estimait néanmoins que l'O.T.A.N. devait être révisée et que l'Europe avait là un rôle considérable à jouer, au moment même où son unification était bloquée par de Gaulle. Revenant des Etats-Unis, il insistait sur le fait que, d'après lui, il fallait négocier avec les Américains, tout en évitant la domination des grandes entreprises sur l'économie européenne, et surtout leur faire comprendre que la politique actuelle de leur gouvernement est une politique qui s'engage dans une mauvaise voie, aussi bien vis-à-vis de l'Europe que des pays sous-développés.

Plusieurs personnes dans l'assistance ayant critiqué l'exposé optimiste d'André Philip quant aux possibilités de faire changer la politique américaine, Jean-Pierre Vigier s'attachait plus particulièrement à montrer que l'emprise américaine se renforçant dans tous les domaines, il était nécessaire pour la gauche d'opposer au gaullisme une politique extérieure antiméricaine ou, sinon, de courir à un grave échec aux prochaines législatives. Réfutant les thèses de Philip, il estimait que, loin de s'estomper, l'agressivité américaine allait en s'aggravant et que de Gaulle menait uniquement une bataille pour l'édification d'un capitalisme français. Il devait conclure en déclarant que le problème central était de mettre un frein à l'impérialisme américain et de combiner la révolution dans les pays sous-développés et la révolution en Europe occidentale.

Gilles Martinet devait ensuite développer les changements intervenus depuis la cassure historique de 1947, et ce qui devrait permettre de définir une politique extérieure de gauche. Il remarqua, tout d'abord, que la manière dont Waldeck Rochet a éludé le problème au moment de l'élection présidentielle, afin de préserver l'unité, est une mauvaise méthode et qu'il faut aborder franchement ces problèmes. Il montrait ensuite que, si la gauche venait au pouvoir, elle n'aurait pas de politique internationale et que cela constitue un fac-

teur de démoralisation ; or, depuis 1947, la situation a surtout changé du point de vue des rapports Europe-U.S.A., et l'indépendance de l'Europe ne peut se faire sous la dépendance du capitalisme (principale contradiction du régime gaulliste). Cette nouvelle politique de gauche implique donc une nouvelle attitude de la S.F.I.O., mais également du P.C.F.

Et alors qu'il déclarait que l'atlantisme a toujours servi de couverture à la domination américaine sur l'Europe, Martinet dégageait finalement trois raisons pour le mouvement socialiste de se séparer de l'atlantisme : 1) refuser d'être solidaires des Américains au Vietnam ; 2) construire une économie européenne socialiste ; 3) savoir saisir les occasions de l'histoire.

De nombreuses questions avaient fusé de la salle, concernant le représentant de la S.F.I.O., M. Raust, député du Tarn (qui remplaçait Jacques Piette), en particulier à propos de la motion de censure déposée par le groupe S.F.I.O. à l'Assemblée nationale, et son intervention était particulièrement attendue par une assistance qui n'avait pas ménagé ses applaudissements pour J.-P. Vigier et G. Martinet.

Tout d'abord, M. Raust s'attachait à démontrer que la politique extérieure gaulliste comporte des aspects d'une politique de droite : absence à Genève, prestige nationaliste, armement atomique. Pour lui, c'est la « presse capitaliste » qui a présenté la motion de censure comme le summum de la confusion de la gauche. « Si nous avons déposé une motion de censure, dit-il, c'est parce que beaucoup de choses ont changé depuis les présidentielles et que c'était la seule possibilité qu'offrait la Constitution pour engager la responsabilité du gouvernement. » Ces deux dernières déclarations provoquaient de vifs remous dans l'assistance qui, visiblement, n'était pas convaincue par cette présentation formaliste du dépôt de la notice de censure.

Le député S.F.I.O. devait terminer en reprochant à de Gaulle d'avoir agi isolément et de n'avoir pas respecté les engagements pris jusqu'en 1969.

Par ce débat d'actualité brûlante et capitale, le C.E.S. Droit-Sciences économiques termine l'année universitaire, qui a vu son démarrage et son expansion rapides, et le projet déjà, pour la rentrée prochaine, dans le cadre d'un approfondissement théorique des voies de passage au socialisme et de sa construction, une étude critique les textes de Grenoble et un grand débat sur la planification.

Michel CAPRON.

Brest : l'activité du C.E.S.

Sur l'initiative de plusieurs militants de diverses organisations de gauche, un Cercle d'études socialistes a été formé à Brest, pour créer

Un numéro exceptionnel de la « Revue internationale du socialisme »

Diffusion en France : E.D.I. 29, rue Descartes - Paris (5^e) C.C.P. : Paris 18.462.71 N° 13 :

LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN FRANCE

Etienne Fajon : La clé de l'avenir. — Gilles Martinet : Les nouvelles perspectives françaises. — Manuel Bridier : L'unité, pourquoi ? L'unité, comment ? — Jean-Marie Vincent : Réflexion sur les élections présidentielles françaises. — André Barjonet : Le poids de la classe ouvrière. — Maurice Labi : Un point de vue syndicaliste. — Jean Marchal : La C.F.D.T. et les élections. Manuel Bridier : Nouvelle classe ouvrière ou nouvelle bourgeoisie ?

Jean Auger : Problèmes industriels et syndicaux de l'industrie électronique.

Le numéro, 3,60 F. Abonnement annuel, 18 F. Etudiants, 15 F.

un lieu de rencontre, où pourraient être abordés en toute liberté les grands problèmes du moment.

Le premier débat, le lundi 7 mars, a porté sur la réforme de l'enseignement vue dans une perspective socialiste.

Le second, le 28 mars, avait comme thème la planification, avec une étude critique du V^e Plan.

Le troisième, le 25 avril, avec la participation de Philippe Gaulier, animateur du Théâtre Populaire de Bretagne, traitait de la question suivante : « Pourquoi la classe ouvrière ne va-t-elle pas au théâtre ? Comment l'y amener ? »

Ces débats, qui ont rassemblé en moyenne une cinquantaine de participants, ont été suivis avec intérêt, et il semble que le C.E.S. de Brest soit maintenant bien parti, malgré un malentendu au départ avec le P.C., malentendu réglé par un échange de lettres, publiées dans la page départementale de l'« Huma-Dimanche », entre Le Gall, secrétaire fédéral du P.C.F., et Trémintin, secrétaire fédéral du P.S.U., un des organisateurs du C.E.S.

Le prochain débat, le lundi 16 mai, sera peut-être le plus intéressant, car il portera sur les problèmes agricoles, et sera mené par un des responsables du Cercle départemental des Jeunes agriculteurs, Gaby Le Dreff, qui sera accompagné d'autres jeunes militants syndicalistes agricoles.

SAINT-DIZIER

Manifestation pour la paix au Vietnam

La section de Saint-Dizier du Parti Communiste Français avait envisagé d'organiser le dimanche 27 mars une manifestation contre la guerre au Vietnam dans le cadre de l'action nationale du Mouvement de la Paix.

A cet effet elle adressait le 22 février une lettre au Parti Socialiste Unifié, à la S.F.I.O. et au Parti Radical. A la date du 14 mars, seule la section du P.S.U. ayant donné une réponse favorable, une rencontre des deux sections était décidée pour le 21 mars.

Au cours de cette réunion, P.C.F. et P.S.U. tombaient d'accord pour déposer une motion à la sous-préfecture le 29 mars. Notons que M. le Sous-Préfet n'a pas daigné recevoir la délégation commune — pas même le secrétaire général.

Par ailleurs, la date du 27 mars apparaissant comme trop rapprochée pour permettre une bonne organisation de la manifestation, celle-ci se trouvait ainsi repoussée d'un commun accord au dimanche 24 avril.

Le groupe local du Mouvement contre l'armement atomique — dont la direction nationale organisait ce même jour huit marches de la paix dans différentes régions de France — décidait de s'associer à cette action.

C'est ainsi qu'une quarantaine de

voitures, décorées d'affiches réclamant la paix au Vietnam, ont pris, dimanche, à 10 h, le départ, place d'Armes et ont parcouru, outre les principales artères de la vieille ville et du Bois-Vert, Bettancourt, Chanenay, Marnaval, Roches-sur-Marne, Chamouilly et Ancerville, malgré une pluie battante.

Les sections locales du P.S.U. et du M.C.A.A. se félicitent du succès de cette manifestation qui s'est déroulée dans l'ordre le plus parfait. Nul doute qu'elle aura été l'occasion d'une prise de conscience de la part de la population, très nombreuse, à regarder le défilé d'un œil sympathique.

Souhaitons que cette action comme toutes les autres menées en France et dans le monde soit un encouragement à la fois pour les Vietnamiens dans leur juste combat pour l'indépendance de leur pays et aux pacifistes américains qui mènent une lutte courageuse contre la guerre.

En conséquence, les organisations soussignées remercient tous ceux qui ont voulu sacrifier quelques heures et quelques litres d'essence pour exprimer publiquement leur désir de voir enfin s'arrêter le massacre de tout un peuple.

Pour le P.S.U. : Marchand ; pour le M.C.A.A. : Didelot.

1^{er} Mai : unité chez les salariés bragards

Un événement sans précédent à Saint-Dizier a eu lieu dimanche 1^{er} mai à l'occasion de la fête du Travail. Dépassant leurs divergences, les responsables locaux C.F.D.T., C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N. ont par de nombreuses amicales et démocratiques réunions, mis sur pied un meeting commun à la Bourse du Travail.

Le président remercia les personnes ayant répondu à l'appel lancé aux autres organisations démocratiques, culturelles et mouvements de jeunesse qui sont venus apporter leur soutien. On pouvait remarquer particulièrement la présence de M. le Conseiller général, les partis : P.S.U., S.F.I.O., P.C.F., les mouvements : Association populaire des Aides familiales, U.F.F., foyer des jeunes de Marnaval, C.C.O.

Le président donna ensuite la parole au rapporteur unique, cela prouve l'entente complète !

L'orateur, dans son discours, retraça, non sans émotion, les luttes sanglantes qui furent nécessaires à la reconnaissance de cette fête internationale. Il regretta — alors que les revendications qui en furent à l'origine sont encore d'actualité — que certains, répondant en cela aux vœux

capitalistes, ne voient plus en ce jour que la fête du muguet.

La situation économique et sociale actuelle fut ensuite tracée et il démontra combien le mécontentement et l'indignation des travailleurs étaient justifiés : expansion économique ne profitant qu'aux capitalistes, atteintes répétées contre le droit de grève, seule arme efficace, réforme de l'enseignement absolument antidémocratique, spéculation foncière, loyers exorbitants, etc.

L'unité et la finalité du syndicalisme furent largement évoquées et tout en regardant lucidement ce qui divise maintenant, on peut penser que les contacts établis à l'occasion de cette journée, se reproduiront fréquemment pour de très larges échanges de vues, une meilleure compréhension et un regroupement des forces vives de la classe salariée.

La manifestation se termina par un cortège avec minute de silence et dépôt de gerbe à Jean Jaurès, ce martyr du socialisme, fils glorieux de la France, patrie des révolutions.

● Réunions

— Une réunion d'information-débat sur les thèmes de la rencontre socialiste de Grenoble, animée par G. Servet, J.-A. Gau, (Ass. Jeunes Cadres), P. Lavau (Citoyens 60), A. Jeanson (C.F.D.T.), S. Mallet (P.S.U.), A. Salomon (Débat communiste) aura lieu le mercredi 18 mai à 20 h 45, 44, rue de Rennes, Paris-6^e. Participation aux frais.

— Le vendredi 6 mai à 20 h 30, Charles Picant, secrétaire-adjoint de la Fédération de Seine-banlieue, animera une réunion à Gennevilliers dans la salle du 1, rue Victor-Hugo. Il indiquera la position du P.S.U. sur les problèmes de l'actualité (l'Union de la gauche, le Colloque de Grenoble, l'Affaire Ben Barka, l'O.T.A.N., l'Affaire de la « Religieuse »...) dans un type nouveau de réunion-dialogue avec les participants. Nous invitons vivement les adhérents sympathisants, lecteurs, à collaborer à cet effort en assistant à cette réunion.

Naissances

— Evelyne et Jean-François KESLER ont la joie de vous annoncer la naissance de leur fils Emmanuel.

— Roland LEO et sa femme ont la joie de vous annoncer la naissance de leur fille Sophie.

Toutes nos félicitations.

● Appel aux sections de la région parisienne

Rien n'est plus important que l'implantation du P.S.U. dans les entreprises.

Partout où l'on tente des expériences dans cette direction, elles donnent de bons résultats.

Je suis à l'entière disposition des camarades qui organiseront des réunions à la sortie des usines, des bureaux, des administrations, pour créer ou développer des sections ou des groupes d'entreprises, en liaison avec leurs fédérations.

Qu'ils n'hésitent pas à me mobiliser en cette période particulièrement favorable.

Edouard Depreux.

Achères : réunion d'information sur le planning

La section P.S.U. d'Achères (Yvelines) organise, le vendredi 13 mai, à 21 heures, salle Jules-Ferry, rue Deschamps-Guérin, une réunion d'information sur le planning familial. Tous les camarades et les sympathisants des alentours sont invités. L'hôtesse du planning répondra aux questions des spectateurs.

LA RENAISSANCE DE LA GAUCHE

LE P.S.U., dont plusieurs dirigeants ont participé aux travaux du Comité d'initiative de la rencontre socialiste de Grenoble, ne peut que se réjouir du niveau élevé des discussions qui ont animé ces deux journées de réflexion.

La qualité des rapports et des interventions a été unanimement soulignée par tous les commentateurs politiques présents aux débats.

A aucun moment il ne s'est agi à Grenoble de substituer une nouvelle formation politique aux organisations déjà existantes, de lancer un nouveau parti ou une sorte de « contre-fédération ». Tous les participants à la rencontre étaient animés de la volonté profonde de donner un ton nouveau à leurs entretiens, d'aller honnêtement et sérieusement au fond des problèmes politiques, de les examiner avec réalisme et de faire ainsi réellement progresser l'unité de la gauche à laquelle TOUS sont profondément attachés.

Leur certitude, quelques mois après les élections présidentielles, est de croire que la force de la gauche réside plus dans l'affirmation des idées qui la caractérisent que dans les prévisions tactiques qui sont davantage le souci de ses adversaires.

Pour ces hommes de gauche, pour ces socialistes, la défaite du gaullisme ne saurait être assurée par la préoccupation dominante de l'arithmétique des suffrages. La participation au futur pouvoir ne saurait à elle seule animer leurs combats, ce qu'ils veulent c'est renverser le gaullisme pour appliquer la politique de leurs convictions. Et ils ne désirent pas, vainqueurs des élections, faire une politique

que la fluidité des alliances dénaturerait de son contenu socialiste.

C'est pour cela qu'ils manifestent une rigueur dont on peut s'étonner qu'elle soit discutée ou incomprise. Ils ne souhaitent pas, tirant une salutaire leçon des

par Harris PUISAIS

expériences antérieures, recommencer les mêmes erreurs. Ils veulent que les citoyens français soient comme eux convaincus de la justice et de l'efficacité de leurs idées.

Ils sont soucieux d'apporter la preuve que la gauche sait ce qu'elle veut et qu'elle est décidée à travailler — sans exclusive, « sans ségrégation », a dit Pierre Mendès-France — dans cette perspective de nouvelle politique, qu'elle soit à court, moyen ou long terme.

Voilà pourquoi on peut parler de « l'esprit de Grenoble » lorsqu'on lit les rapports qui y ont été présentés, lorsqu'on réfléchit sans arrière-pensée aux propos qui y ont été tenus. Tous les participants de Grenoble arrivent à la même conclusion : la meilleure arme de la gauche réside dans le programme qu'elle prendra l'engagement solennel de respecter. Et ils veulent aider à la réalisation de ce contrat politique.

Pour eux, tout le temps qui passe rend de plus en plus difficile l'établissement de ce programme, ils craignent qu'à la fin de ce temps perdu, dans la bousculade du calendrier, on ne propose que la présentation vague, confuse et insuffisante d'un catalogue de revendications, d'une série de vœux pieux, établis pour

ne gêner aucun des participants à l'accord tactique ainsi conclu.

Au stade actuel de la vie politique française, l'ouverture des discussions entre les partis politiques de la gauche reste encore à l'état de projet. C'est pourquoi il fallait qu'une initiative soit prise. C'est ce que la rencontre de Grenoble a permis ; ses organisateurs estimant que pour entreprendre l'œuvre commune de renouvellement de la gauche, il importait de commencer par réunir ceux qui depuis un certain nombre d'années luttent effectivement pour ce renouvellement. Et il y en a dans tous les partis, dans tous les syndicats, dans les clubs, dans les mouvements de jeunes... Mais qui oserait prétendre que de leur seule volonté les directions des deux partis S.F.I.O. et communiste sont dès maintenant prêtes à proposer les changements qui s'imposent ?

Alors fallait-il encore attendre ? Ou au contraire commencer à déblayer le terrain pour rendre demain cet accord de la gauche plus facile ?

C'est ce qui a été fait sans lancer des anathèmes, sans déclencher des polémiques, sans fermer la voie aux évolutions souhaitables. D'autres réunions auront lieu, animées du même esprit et nous devons souhaiter que bien des hommes et des femmes se joignent alors à leurs camarades de Grenoble.

Pour nous, au P.S.U., notre vœu le plus ardent est que cesse le temps des équivoques et que s'établisse le plus rapidement possible le vrai et loyal dialogue entre tous les partis de la gauche.

Nous sommes certains aujourd'hui que la référence à Grenoble marquera la reconnaissance d'une date importante : celle de la renaissance de la Gauche.

BONS DE SOUTIEN

BONS DE SOUTIEN

Dans un mois

aura lieu le tirage

Il vous reste donc peu de temps...

**N'OUBLIEZ PAS QUE DE
VOTRE EFFORT DÉPEND T.S.**

BONS DE SOUTIEN

BONS DE SOUTIEN

S.N.E.-Sup.

Une plate-forme globale cohérente et efficace

Au cours de son congrès des 22, 23 et 24 avril 1966, le S.N.E. sup., très courageusement, a décidé à une forte majorité de remettre en cause radicalement les structures vieillottes universitaires. Il veut démocratiser celles-ci par l'action de masse de l'ensemble des enseignants supérieurs et des étudiants.

La crise universitaire

Les facultés et grands établissements, conçus au XIX^e siècle sur le mode autoritaire et centralisateur, avaient pour rôle la formation culturelle et technique des cadres bourgeois.

Deux phénomènes particuliers au XX^e siècle, et surtout depuis 1945, ont fait irruption brutale dans ces structures traditionnelles :

— C'est tout d'abord la recherche tant scientifique que littéraire qui s'est développée de façon foudroyante transformant tous les enseignants supérieurs en enseignants-chercheurs.

— Mais aussi l'augmentation considérable du nombre des étudiants (plusieurs centaines de milliers), ceux-ci noyant littéralement les amphithéâtres et les laboratoires (mais il convient de rappeler que la fraction d'étudiants issue des classes ouvrière et paysanne reste minime). Ces deux phénomènes ont pour conséquences :

— une augmentation très nette du nombre des enseignants en chiffre absolu et une carence considérable en chiffre relatif.

La pauvreté des créations de postes expliquant un net glissement de fonction : les tâches du professeur étant trop lourdes, celui-ci les délègue au maître de conférence qui à son tour se repose sur les maîtres-assistants et assistants.

— une distorsion très nette entre les besoins d'enseignants et les nécessités de la formation pédagogique et de recherche de ceux-ci.

Ce glissement de fonction, et cette distorsion expliquent la situation dramatique des assistants actuels, souvent recrutés sans critères précis, mal encadrés dans leur initiation à la recherche et sur qui pèsent des horaires d'enseignements très lourds et contraignants.

Sans sélection, sans orientation, sans débouchés surtout, ce corps d'assistants est directement mis en

cause par les professeurs incapables de les intégrer tous dans leurs laboratoires et par le pouvoir qui menace de les défonctionnariser pour faciliter leur expulsion pure et simple !

La plate-forme syndicale

Le congrès a affirmé solennellement que les solutions aux problèmes catégoriels passent par un changement profond des structures universitaires.

Les obstacles majeurs à la démocratisation de l'université sont :

— Le système des chaires, avec des patrons inamovibles organisant la recherche de façon autoritaire et rendant rigide et indépendant l'enseignement des diverses disciplines.

— L'absence de gestion démocratique des facultés (avec des conseils trop restreints) ;

— l'absence totale de formation pédagogique et une initiation trop aléatoire à la recherche des assistants ;

— l'absence de débouchés clairement définis pour les différents types de personnels. Tout se passe comme si ce but unique des facultés était de fabriquer ses propres cadres !

Pour vaincre ces obstacles, le S.N.E. sup. propose la démocratisation dans les faits, de l'université par :

— La création de départements d'enseignement, se substituant aux chaires, dirigés par des professeurs élus pour deux ans, et contrôlés par leurs pairs ;

— L'organisation collégiale de la recherche faisant une large place aux chercheurs à temps plein ;

— L'introduction dans les assemblées de facultés, non seulement des maîtres-assistants et assistants élus avec voix délibératives, mais surtout des étudiants ;

— Une réforme profonde du comité consultatif.

Pour répondre aux besoins réels de l'université, le S.N.E. sup propose la création d'instituts de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur (I.P.R.E. sup) permettant une formation pédagogique et scientifique des futurs maîtres-assistants et une sélection basée sur la thèse de 3^e cycle (ce qui suppose une lutte très dure dans les facultés des Lettres pour que cette thèse existe, lutte contre les laudateurs exclusifs de l'agrégation). Des débouchés précis sont aussi proposés.

Les moyens d'action

Cette plate-forme va être mise en discussion dans toutes les facultés et proposée à tous les enseignants supérieurs.

C'est de l'intérieur par la mobilisation du milieu lui-même que la dénonciation des structures actuelles et leur changement seront avancés. L'objectif étant la démocratisation, dès maintenant, de l'université actuelle.

L'allocation d'étude sur critère universitaire, revendication fondamentale commune au S.N.E. sup et à l'U.N.E.F., peut être obtenue dans les faits si les I.P.R.E. sup voient le jour, et de toute façon, si l'on fait du 3^e cycle le réservoir naturel de futurs enseignants-chercheurs : sans allocation d'étude, pas de 3^e cycle sérieux avec étudiants en nombre suffisant et à temps plein, et sans 3^e cycle sérieux pas de recrutement d'élèves-maîtres-assistants.

— Ce dialogue au grand jour, apportant des solutions aux professeurs et maîtres de conférences, qui veulent pouvoir sélectionner les chercheurs entrant dans leur laboratoire, et aux maîtres-assistants et assistants qui veulent des critères justes de sélection et ne plus être menacés dans leur existence, doit déboucher sur une cohésion retrouvée de tout le personnel, et permettre des luttes syndicales dures sur une base commune.

— La rencontre avec le gouvernement est ainsi placée sur son vrai terrain : c'est en luttant pour la rénovation des structures par leur démocratisation, que l'université va se heurter au Pouvoir volant au secours des conservateurs.

La réforme Fouchet, qui aggrave la rigidité des disciplines, qui entraîne une sous-qualification des maîtres (avec une licence médiocre) qui surtout constitue une menace grave pour les 40 p. 100 d'étudiants-travailleurs, en instaurant l'obligation de la présence sans la contrepartie nécessaire : l'allocation d'étude, apparaît aussi sous son véritable visage antidémocratique et réactionnaire.

Conséquences politiques de l'orientation du S.N.E. sup

Cette plate-forme d'action a rencontré deux types d'oppositions :

— Celle des conservateurs classiques, partisans du statu quo ;

— et celle des universitaires soi-disant de gauche, qui ne contestent pas la nécessité de changer les structures, mais renvoient ce changement aux calendes grecques, préférant s'allier aux conservateurs pour la lutte anti-gouvernementale. On reconnaît bien là la tactique bien connue de la S.F.I.O. : verbalement pour le « socialisme révolutionnaire », renvoyé à... plus tard, et pratiquement pour les pires compromissions. En choisissant contre eux l'action immédiate pour le changement de structure, le

S.N.E. sup est rentré dans une perspective révolutionnaire objective.

Le Congrès a rejeté l'idée de contre-plan et, à mon avis, il a bien fait. Car il est grand temps de faire cesser les caricatures et les contresens existants autour de cette stratégie.

Si contre-plan veut dire plan d'ensemble celui-ci existe pour tout l'enseignement, c'est le plan Langevin-Wallon.

Aucun syndicat de la F.E.N. n'oserait tenir un congrès sans la minute religieuse où l'on invoque pieusement saint Langevin et saint Wallon, et les dévotions terminées, on retourne au pire opportunisme quotidien.

Que le S.N.E. sup rejette cette pratique, est dur, sain et nécessaire.

Si le contre-plan a pour sens un ensemble global de contestation des structures, avec possibilité de réformes immédiates dans le cadre actuel, alors la plate-forme syndicale est bien la condition première.

Car cette plate-forme ne peut que déboucher sur une remise en cause totale de l'université dans le monde capitaliste, et donc faire apparaître dans le concret la nécessité d'une alternative socialiste... Si les partis ouvriers prennent aussi leurs responsabilités, en développant les conditions politiques de l'alternative, l'ensemble (et l'ensemble seulement) peut s'intégrer dans un éventuel contre-plan.

Sagement, le S.N.E. sup a posé les problèmes dans les limites du syndicalisme.

C'est à nous du P.S.U., tout particulièrement, à prendre le relais et à jouer notre rôle politique. En ouvrant le dialogue avec le syndicat, sans jamais réduire celui-ci à une simple « courroie de transmission ».

A. Behar.

● Solidarité avec les grévistes belges

La grève des ouvrières d'Herstal, en Belgique, qui dure maintenant depuis onze semaines, continue de susciter divers mouvements de solidarité. Une souscription a été ouverte par un certain nombre d'associations françaises : Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement démocratique féminin, Conseil national des femmes, Groupe Jeunes Femmes, etc... (Voir le Monde du 27 avril.)

A la récente rencontre socialiste de Grenoble une quête a été faite en leur faveur.

Nous rappelons à cette occasion que le P.S.U. a ouvert une souscription. Envoyez les fonds à Claudine Muller, C.C.P. Paris 691058 avec la mention « pour les grévistes belges ».

● Journée nationale contre le racisme et l'antisémitisme

La 17^e journée nationale contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, organisée sur l'initiative du M.R.A.P., se déroulera, cette année, le dimanche 8 mai au Palais de l'Unesco, à Paris.

Les débats auront pour thème central la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'O.N.U. le 21 décembre dernier. En vue d'éclairer les recommandations contenues dans ce texte et de hâter leur mise en œuvre dans notre pays, les cinq commissions suivantes siégeront dès le samedi 7 mai à 14 heures :

1) Droit et justice (aspects juridiques et législatifs de l'action antiraciste ; ratification et application de la convention de l'O.N.U.) ; 2) éducation et culture ; 3) travailleurs français et immigrés face au racisme et à la xénophobie ; 4) comment agir contre le racisme et l'antisémitisme ? ; 5) presse et information contre les préjugés raciaux.

Des personnalités diverses et les délégués de multiples associations prendront part aux débats. Des exposés sur quelques problèmes particuliers seront présentés notamment par M. Josué de Castro (« Faim et racisme »), et par M. Jacques Delarue (« Nazisme et néo-nazisme, vingt ans après »).

Le dimanche à 14 heures, seront projetés deux films : « L'Affaire Dreyfus » de Jean Vigne et un court-métrage tourné dans une école maternelle parisienne, sur les aspects pédagogiques de l'action antiraciste, réalisé par Jean Schmidt.

Renseignements et invitations au Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.), 30, rue des Jeûneurs, Paris (2^e). Tél.: GUT 09-57.



Le nombre croissant d'étudiants augmente celui des problèmes à résoudre.

(Photo Agip.)

L'ESPRIT DE GRENOBLE :

priorité au programme commun



Photo « Dauphiné Libéré »

Samedi et dimanche à Grenoble plus de cinq cents hommes de Gauche, responsables de partis politiques, militants syndicalistes, animateurs de clubs se sont rencontrés pour travailler. Dans la salle du Théâtre municipal, il n'y a eu pendant ces deux longues journées ni spectacle ni vedettes.

Tous les participants, venus des quatre coins de France, étaient animés du même souci d'éviter à tout prix la démagogie, l'auto-satisfaction pour attaquer les problèmes de front sans la moindre complaisance. L'expression « gauche nouvelle », si souvent dispensée à tort, a pris à Grenoble tout son sens : une gauche qui a le courage de démythifier et de démystifier, une Gauche qui sait que le pays ne lui fera confiance que dans la mesure où elle apportera des solutions, des réponses, en un mot : un programme.

La séance d'ouverture, présidée par le docteur Salomon (Débat communiste) fut consacrée à la présentation des trois rapports introductifs. Après un exposé inaugural de Serge Mallet, Maurice Duverger parla de « La démocratie dans l'Etat socialiste » et Pierre Lavau du « Plan et du marché en économie socialiste » et Georges Servet des « Voies de passage au socialisme ». (Nous avons publié ces rapports dans le numéro 284 de « T.S. »)

L'après-midi de samedi fut l'occasion d'une discussion générale en assemblée plénière présidée par Claude Bernardin (Cercle Tocqueville). Six commissions travaillèrent ensuite sur les rapports jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Dimanche matin les rapporteurs vinrent présenter les conclusions des commissions et la discussion générale se poursuivit sous la présidence de Pierre Beregovoy (P.S.U.).

En fin d'après-midi, la présidence fut confiée à Pierre Mendès France assisté de Marcel Gonin (C.F.D.T.), Robert Cottave (F.O.) et Bernard Schreiner (ancien président de l'U.N.E.F.) et des membres du Comité d'Initiative. Les conclusions du colloque furent présentées par Serge Mallet et Pierre Mendès France prononça le discours de clôture et donna lecture de la déclaration finale.

Nous nous plaisons à signaler ici l'excellente organisation de la rencontre (accueil des congressistes, distribution en temps record des analytiques de chaque intervention, parfaite tenue des débats). Il faut en remercier l'équipe de préparation et les camarades de Grenoble qui en ont assuré la réalisation matérielle.

Nous ne publions dans ces pages que quelques extraits des principales interventions, le compte rendu intégral des débats exigerait deux gros volumes !

Gérard Carreyrou

tive de ce colloque sont ceux qui, depuis des années, luttent pour adapter la pratique et l'action politique de la gauche aux réalités de la France moderne. De leur étude, ils n'ont pas tiré la conclusion qu'il fallait jeter le socialisme par-dessus bord. Au contraire.

Certes, le capitalisme moderne a, au cours des vingt dernières années, considérablement évolué. Mais c'est qu'il a dû tenir compte, d'une part, de la pression de plus en plus forte qu'opéraient sur le régime économique et politique les couches organisées de la classe exploitée pour reculer les limites de l'exploitation, d'autre part, des contraintes que lui créait le développement des forces productives elles-mêmes et que les mécanismes classiques de la libre entreprise et du profit individuel comme moteur de l'économie ne pouvaient suffire à contrôler.

Mais les limites du néo-capitalisme restent définies par le caractère général d'une société dont le profit reste la loi suprême.

En même temps que les limites du néo-capitalisme apparaissent mieux sur le plan économique, le développement de la technologie et de la qualification culturelle et technique des masses renforcent chez celles-ci la volonté de participer aux décisions qui les concernent, à tous les niveaux de cette décision. Or, le néo-capitalisme maintient dans le domaine économique des structures autoritaires de décision et est en train de transférer celles-ci à un domaine politique.

La société néo-capitaliste ne satisfait ainsi aucun des principaux besoins psychologiques de l'homme, de ceux sur lesquels se fonde la liberté humaine, le besoin de sécurité pour lui, sa famille et ses semblables ; le besoin de participation consciente et libre aux actes par lesquels il réalise sa vie.

— Le caractère réactionnaire du gaullisme n'est pas dans l'étouffement relatif des libertés fondamentales de la démocratie louis-philipparde ; il est dans l'édification d'une société technocratique où toutes les décisions qui concernent les hommes échappent à leur contrôle parce que, au nom de l'efficacité technique, on transforme les producteurs en robots et les citoyens en consommateurs passifs.

— Il n'est pas vrai que nous ferons des citoyens conscients avec des producteurs qui se désintéressent de la gestion de leurs entreprises.

— Il n'est pas vrai que nous passionnerons les Français contre « le pouvoir personnel » si nous les habituons à abandonner à d'autres qu'à leurs mandataires directs la gestion de leurs groupes d'habitation, de leurs écoles, de leurs centres commerciaux, de leurs usines.

— Il n'est pas vrai que nous amènerons à s'intéresser à la vie politique des gens qui n'auront pas une conscience claire de ce que signifient pour leur vie quotidienne les décisions macro-économiques qui modèlent aujourd'hui leur avenir pour vingt-cinq ans — qui subiront passivement la ville que leur aura bâtie la spéculation immobilière, les intérêts des industriels.

— Il n'est pas vrai que nous ferons des militants soucieux de prendre en charge la société si nous leur expliquons qu'il faut laisser aux grands de ce monde le choix de notre destin national ou continental !

Les dernières semaines ont prouvé que c'était nous les réalistes. Nous les hommes du programme à long terme, les hommes de la contestation rationnelle du néo-capitalisme. L'unité n'est pas une panacée en soi. L'unité n'est qu'un outil au service d'une stratégie commune, d'une politique commune.

Il ne s'agit pas de réclamer le pouvoir. Encore faut-il expliquer ce que nous voulons en faire.

« L'esprit de Grenoble », c'est cela. Peu nous importe d'être ou non fidèles à un rituel, au vieux langage... La phraséologie de gauche a trop souvent couvert les pires pratiques opportunistes pour qu'elle soit encore opérable.

En élaborant son programme, la gauche s'amputera sans doute de certains éléments parlementaires, d'une fraction d'électeurs qui se croient de gauche par tradition tout en soutenant les positions les plus réactionnaires. Mais elle y gagnera la grande masse de la jeunesse, celle des usines et des bureaux d'études, celle des universités et celle des campagnes avides de progrès technique et de progrès social, mais lasse des mots d'ordre vides et des revendications rhétoriques.

Nous ne faisons pas l'affront, nous, de croire cette jeunesse incapable de se pencher sur les problèmes complexes de la société moderne. Nous ne faisons pas l'affront de la croire résignée à la perte de sa liberté dans le cliquetis des chromes des automobiles de prestige. Et nous ne lui offrirons pas de porte-clés, mais dans la réflexion, l'initiative, le sens de la responsabilité.

Serge MALLET donne ensuite la parole à Maurice DUVERGER, Pierre LAVAU et Georges SERVET qui présentent les trois rapports sur la démocratie dans l'Etat socialiste, la planification et le marché dans l'Etat socialiste, les voies de passage au socialisme, rapports que nous avons analysés dans notre précédent numéro.

Dès l'ouverture de la séance plé-

Les interventions

M. Hubert DUBEDOUT, maire de Grenoble, souhaite la bienvenue aux participants de la rencontre et déclare :

« Les préoccupations de la mairie se concentrent sur des problèmes financiers concrets et immédiats, mais je pense qu'ils rejoindront un jour ou l'autre les hautes préoccupations de notre colloque.

Vous connaissez toutes les circonstances de la formation du G.A.M., et mon expérience restreinte de la vie politique. Mais dans le milieu que je représente on se plaint volontiers du manque de réalisme de la gauche. On a rencontré trop de déceptions devant des problèmes concrets.

Nous nous heurtons souvent à Paris à quelque chose d'anonyme, sans

savoir s'il s'agit du pouvoir ou de l'administration.

Le même danger subsiste dans vos rapports. L'Etat socialiste concentre tous les pouvoirs, politiques et économiques, vous rencontrez le risque très grave de l'Etat tentaculaire.

Le colloque doit se préoccuper des grands problèmes, mais ses travaux doivent se traduire en résultats concrets, même pour la province.

La rénovation de la vie politique doit partir des collectivités locales, c'est là que vous trouverez vos cadres. »

Serge MALLET intervient ensuite au nom du Comité d'initiative de la rencontre :

« Les hommes qui ont pris l'initia-

Cela ne se fera pas dans le cadre d'une politique dominée par la préoccupation étroite du marché. Je m'étonne de voir des hommes qui se réclament du socialisme parler de construire celui-ci dans le cadre d'une économie de marché. Sans doute, le marché est-il appelé à jouer encore un rôle important, mais ce ne saurait être le rôle principal : c'est

Ils ont participé

Des membres du P.S.U. : Jean Arthuys, Achille Auban, Colette Audry, André Barthélémy, Pierre Bégovoy, Paul Bosc, Georges Boulloud, Claude Bourdet, Gérard Constant, Michel de la Fournière, J.-M. Faivre, Georges Gontcharoff, Christian Guerche, André Hauriou, Marc Heurgon, Philippe Laubreaux, Henri Longeot, Serge Mallet, Pierre Marchi, Gilles Martinet, Alexandre Montariol, Pierre Mendès-France, Harris Puisais, Paul Parizot, Georges Servet, Pierre Stibbe, Robert Verdier, Jean Verlhac, David Weill, Jean-François Pertus (E.S.U.).

Des membres de la S.F.I.O. : Georges Brutelle, Gérard Jaquet, Roger Quilliot, Francis Leenhard.

Des membres de la Convention des Institutions Républicaines : Georges Beauchamp, Claude Estier, Marie-Thérèse Eyquem, Alain Gourdon, Marc Paillet.

Des membres de divers clubs, associations, syndicats : ● Démocratie nouvelle : Jean-François Armogathe. ● Bretagne et démocratie : Michel Philipponneau. ● Technique et démocratie : Jean Baret. ● Socialisme et démocratie : Alain Savary.

● Cercle Tocqueville (Lyon) : Claude Bernardin, Robert Buteau, Michel Freyssenet. ● Club Jean-Moulin : José Bidegain, Robert Fossart, Claude Neuschwander, Jacques Pomonti. ● Citoyens 60 : Pierre Lavau, Gérard Dezille, Christian Join-Lambert.

● République moderne et socialisme : Paul-André Falcoz, Roger Humbert. ● Débat communiste : Jean Chaintron, Pierre Mania, Jean Noaro, André Salomon. ● Centre des Jeu-

avant tout le rôle d'un régulateur destiné à contrôler les décisions courantes, à vérifier la réalité de la gestion des entreprises. Mais les principales décisions d'investissement sont de plus en plus macro-décisions tenant compte des transformations techniques susceptibles d'intervenir dans les cinq ou dix ans à venir et

pour les régions. Dans le cadre du Marché commun, il serait illusoire de chercher à interdire à ces investissements de s'implanter en France. Beaucoup de régions ont d'ailleurs besoin de ces apports d'industries modernes, afin d'améliorer la situation de l'emploi, le niveau des salaires et d'inciter les entreprises locales à s'adapter, mais naturellement le contrôle de ces investissements étrangers devrait être extrêmement rigoureux.

En fait, les responsables régionaux se rendent compte qu'avec le système capitaliste actuel, le pouvoir de décision, de commandement échappe de plus en plus à la région et passe à des états-majors anonymes. La colonisation de l'agriculture, avec l'intégration réalisée par des grandes firmes extérieures à la région se réalise en particulier à un rythme accéléré.

Marc PAILLET (Convention des institutions républicaines) monte à la tribune pour apporter le message de François Mitterrand :

« Je suis chargé de vous apporter le salut de François Mitterrand à qui vient d'être confié, par le comité exécutif de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, le soin de mettre sur pied sous sa responsabilité et de diriger l'équipe formatrice du contre-gouvernement.

François Mitterrand m'a indiqué qu'il apprécie comme positifs les efforts qui sont accomplis ici, comme, d'une manière générale, tout ce qui peut contribuer au renforcement de l'unité de la gauche et à l'élaboration des idées créatrices qui inspireront l'urgent et indispensable programme de gouvernement. L'unité des forces républicaines de progrès a été l'un des ressorts essentiels de l'action qu'il convient de mener. Dans le domaine de l'élaboration du programme, donc dans celui de la préparation du combat électoral et de la mise au point du gouvernement de progrès, des pas en avant décisifs sont actuellement accomplis. Cette convergence des efforts doit être maintenue et renforcée, et la représentation de la convention des institutions républicaines à cette rencontre n'a pas d'autre sens. »

Andé PHILIP caractérise la rencontre en posant la question :

« Qu'est-ce que le socialisme, sinon un choix de chacun de se trouver du côté des hommes les plus opprimés, les plus humiliés, les plus offensés ?

Cet esprit de corps à corps avec les problèmes du monde actuel est véritablement exprimé dans les rapports du colloque.

Ces rapports montrent bien qu'on ne peut aller très bien dans le socialisme en restant dans un cadre national, mais l'Europe ne doit pas être un Marché commun, elle doit être une communauté économique.

De là, la nécessité de créer en Europe un pouvoir supranational de politique économique, interlocuteur valable face aux Etats-Unis, afin de construire peu à peu « une interdépendance égalitaire ».

Nous ne demandons pas une Europe socialiste, mais qu'on n'y barre pas l'avenir au socialisme. Il faut pour cela une Europe où la politique économique soit coordonnée et où existe un minimum de planification. »

Gilles MARTINET, secrétaire général adjoint du P.S.U. définit les cinq principes dont doit s'inspirer une politique socialiste :

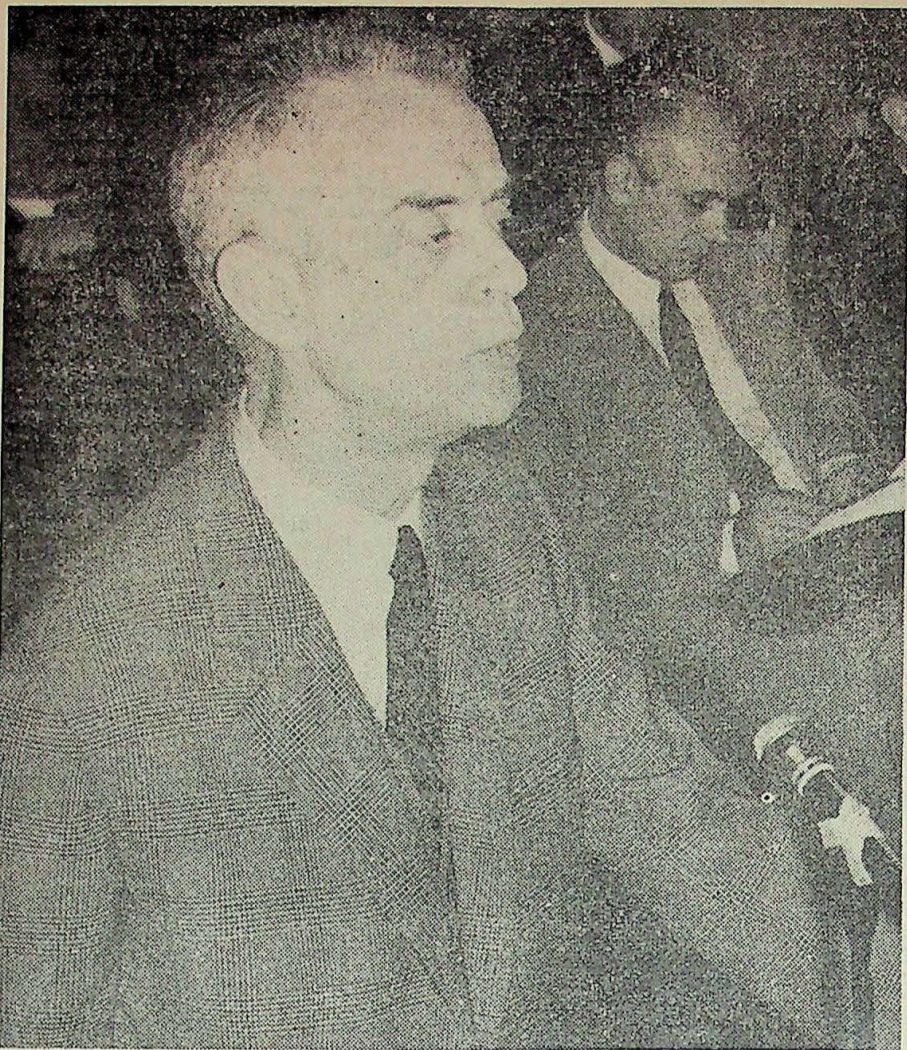
« Tout le monde semble d'accord pour dire que le programme actuel de la gauche devrait comporter un nombre plus ou moins limité de nationalisations. Mais pourquoi cette limite ? Selon les uns, il ne serait pas sage, selon les autres, il serait indifférent d'aller plus loin. Sage ou indifférent, ce n'est pas la même chose. Car, dans un cas, on retient l'idée que le socialisme tend à mettre progressivement fin à l'appropriation des moyens de production (qui est en contradiction avec le caractère de plus en plus social de cette production) ; dans l'autre, on conteste que ce soit là une question fondamentale et, à mon avis, on remet en cause toute la signification historique du socialisme.

Lorsque nous discutons du degré de socialisation qui peut être atteint dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche en France, il faut nous référer à deux critères : 1°) celui des socialisations nécessaires pour faire pencher définitivement l'équilibre en faveur des forces socialistes ; 2°) celui des nationalisations possibles, compte tenu des réalités économiques comme des capacités de direction et d'encadrement.

Au lieu de nous contenter, comme jadis, d'envisager la nationalisation de certaines branches, nous devrions chercher à imposer la formation de grands ensembles économiques contrôlés par le secteur public.



Entre deux séances :



MAURICE DUVERGER, au cours de son intervention sur « la démocratie dans l'Etat socialiste ».

(Photo « Dauphiné Libéré ».)

nière de samedi après-midi, la parole est donnée à P. Mendès-France. Celui-ci déclare :

« Le colloque de Grenoble est plus important par la nature de la tentative qui est entreprise et qui devra se poursuivre que par le contenu même.

Depuis une génération, la gauche paraît impuissante à renouveler sa pensée, ses volontés et son programme face aux nouvelles situations. Dès lors, et instinctivement, les masses, affrontées à des problèmes difficiles, ont ressenti et jugé sévèrement la faiblesse des partis de gauche qui tantôt répétaient des formules ou des dogmes périmés, tantôt improvisaient des décisions empiriques au hasard des circonstances et des facilités parlementaires ou électorales.

Si la droite peut se contenter de pragmatisme ou d'opportunisme, parce qu'elle est seulement gestionnaire, la gauche, qui veut supprimer les inégalités, et surtout les inégalités héréditaires, et promouvoir une amélioration globale au profit du plus grand nombre, la gauche doit avoir un programme moderne et ne peut se contenter de positions démagogiques, sommaires et non adaptées aux réalités du XX^e siècle. Pour cela, un travail de préparation sérieuse est nécessaire (analyse, connaissance des obstacles, des possibilités et des limites).

C'est pourquoi l'étude de ce que devra être un gouvernement de gauche doit se poursuivre à la suite de ces deux jours. Et si le pays apprend que nous nous sommes mis au travail pour mettre au point une charte précise, un engagement solide, alors apparaîtra l'alternative nécessaire entre le régime d'aujourd'hui et cet espoir nouveau que nous aurons contribué à faire naître.

L'entreprise doit réussir si l'union et la coopération ne sont pas des compromis au sommet, des arrangements purement électoraux, donc éphémères, mais traduisent un engagement clair pour une action définie.

Pour situer les poteaux des frontières, il n'y a qu'un critère : celui du programme. Aucune ségrégation ne serait admissible si elle conduisait à repousser des concours et des accords qui peuvent être indispensables à la réalisation d'une politique jugée salutaire.

A l'inverse, aucune alliance ne serait justifiable si elle associait des hommes ou des partis dont on saurait d'avance qu'ils n'ont pu souscrire aux mêmes engagements devant le pays.

Définissant la démocratie comme la « participation de tout citoyen à la vie publique », Pierre Mendès-France estime que le rapport de M. Duverger avait trop sacrifié et négligé, paraissant vider la participation et le débat politique des enjeux essentiels. La vie politique se résumerait peu à peu à l'élection du chef de l'Etat, sans que

le programme joue un rôle décisif. Peu à peu, on risquerait de voir la lutte politique remplacée par l'alternance au pouvoir de deux partis pratiquement plus de décisions fondamentales à prendre, celles-ci restant aux mains de professionnels et de spécialistes.

Il faut, au contraire, que le pays soit toujours associé avant et pendant l'action afin qu'il n'y ait ni citoyens passifs, impuissants et indifférents, ni élus responsables coupés de la base.

Le progrès de l'avenir exige discipline de la gauche, patience et sacrifices. Il exige l'alliance de tous ceux qui veulent préparer pour demain une action démocratique et humaniste pour tirer parti des immenses virtualités du XX^e siècle.

Tout doit être mis en œuvre pour que le travail de ces deux jours soit poursuivi afin de construire les éléments de notre contrat pour l'avenir.

Il faut faire apparaître au grand jour une volonté bien définie au service d'un programme compréhensible pour tous, mobilisateur pour les jeunes. Ainsi renaîtra une vie démocratique nouvelle, gage, promesse et certitude des redressements et progrès de demain. »

Alfred SAUVY, professeur au Collège de France :

« Depuis 1924, cinq Chambres ont été élues sur la gauche. Chaque fois, dans un délai de deux ans, la majorité a changé ; en effet, la droite n'a pas besoin de technique, elle laisse jouer à son profit les mécanismes qui, momentanément perturbés, reviennent naturellement à leur place :

Deux solutions s'offrent à nous :
— ou tout faire sauter,
— ou étudier les mécanismes qui sont une force dans le pays. On a critiqué la technocratie parce qu'on n'a pas pris en considération les questions techniques. Il ne faut pas critiquer les hommes technocrates, mais leurs dires. »

Michel PHILIPONNEAU, président du club Bretagne et Démocratie, insiste plus particulièrement sur les problèmes des régions et déclare :

« Les régions sont spécialement intéressées par les investissements généraux. Il nous a semblé que les rapports sous-estimaient les possibilités qu'offrirait une autre politique militaire pour développer les investissements collectifs tout en respectant la stabilité monétaire.

Un deuxième point développé dans le rapport sur le Plan et le Marché tient au principe de la vérité des prix qui permet de respecter la compétitivité d'ensemble de l'économie. Les régions actuellement sous-développées sont parfaitement d'accord pour qu'on respecte ce principe à condition que cette vérité soit globale.

Le problème des investissements étrangers présente un grand intérêt

qui vont modifier profondément les rapports des coûts, le niveau des prix, bref les structures mêmes du marché. Dès lors, vouloir réintroduire les notions classiques de rentabilité me semble absurde. Et d'autant plus absurde que c'est toute la conception socialiste de la planification que nous remettrions ainsi en cause. Une politique socialiste aujourd'hui,

la rencontre

Médecins : Guy Caro. ● Association Jeunes Cadres : Jacques-Anne Gau. ● Centre National des Jeunes Agriculteurs : Vincent Gaulier. ● C.F.D.T. : René Bonety, Mar-Gonin, André Jeanson, Edmond Jire. ● F.O. : Robert Cottave. ● C.T. : Pierre Le Brun. ● S.G.E.N. : Claude Bouret, Paul Vignaux.

Autres personnalités : Jean Bédard (professeur à la Faculté de droit de Poitiers), Maurice Bertrand (Courrier de la République), Alcega-Julio Del Vayo (écrivain), Jean-Marie Domenach (directeur de la revue « Esprit »), Hubert Dubedout (maire de Grenoble), Maurice Duverger (professeur à la Faculté de droit de Paris), Pierre Ferrand (ancien député), Georges Fillioud (journaliste), Claude Gault (rédacteur en chef adjoint de « Témoignage Chrétien »), Jean Goldman (professeur), Annie Hegel (professeur à la Faculté de droit de Nancy), Bernard Lambert (agriculteur, ancien député), Henri Lefebvre (professeur à la Faculté des lettres de Nanterre), Jacques Loichard (secrétaire général de « Christianisme social »), Martine Michéland (ex-présidente de la M.N.E.F.), André Philippi (professeur à la Faculté de droit de Paris), Jean Rous (« Unité africaine », journaliste), Alfred Sauvy (professeur au Collège de France), Bernard Schreiner (président d'honneur de l'U.N.E.F.).

N.B. — Cette liste ne peut prétendre à l'exhaustivité, faute de place, être exhaustive. Nous nous excusons à l'avance auprès de ceux qui n'ont pu être cités.

est une politique qui s'inspire des principes suivants :
— extension du secteur socialisé au détriment du secteur capitaliste ;
— planification démocratique liée à toute une conception de civilisation ;
— restructuration industrielle sous contrôle du secteur public ;
— restructuration de l'ensemble de

l'appareil du crédit (impliquant notamment la nationalisation des banques d'affaires) ;

— contrôle de la gestion et expériences de participation à cette gestion.

C'est à partir de ces principes qu'il faut entreprendre l'élaboration du programme commun de la gauche.

Il est évident que ce programme devra être discuté avec l'ensemble des forces politiques et qu'il sera, comme on le dit, le résultat d'un rapport de forces ; mais le rapport des forces, en politique, ce n'est pas seulement le reflet de l'équilibre électoral des précédentes élections législatives. Ce rapport des forces dépend aussi du mouvement des idées, des changements de l'état d'esprit des militants et de l'opinion. Et si la rencontre de Grenoble doit avoir un résultat, c'est bien de faire pencher la balance du bon côté, je veux dire du côté du socialisme.

René BONETY, membre du Bureau confédéral de la C.F.D.T. :

« Les syndicalistes C.F.D.T. présents au colloque sont dans la même perspective qui était la leur lors des colloques socialistes de 1964. Ils y sont en tant que syndicalistes et en dehors de toute participation à quelque stratégie politique que ce soit.

Habitué à poser ses revendications en terme de « salaires nominaux », le mouvement syndical les pose depuis quelque temps en terme de « pouvoir d'achat » et le colloque les invite à les poser en termes de « niveau de vie » et de « responsabilités » en vue de transformer la société capitaliste.

Une telle approche nous pose certaines questions :

1°) la planification : celle-ci pose au syndicalisme les problèmes sous l'angle de la cohérence économique et des choix entre diverses politiques.

Le mouvement syndical peut-il, doit-il insérer son action revendicative dans le cadre de cette cohérence, au sein d'une société socialiste alors qu'il s'y refuse dans la société capitaliste ?

N'y perdrait-il pas son indépendance ?

En fait, élaborant de vastes programmes, c'est trop souvent de l'extérieur qu'est imposé au syndicalisme le choix entre diverses de ses revendications.

2°) La politique des revenus :

Le syndicalisme condamne la politique gaulliste des revenus.

Cela ne signifie pas — pour la C.F.D.T. — que nous condamnons le principe même d'une véritable politique des revenus.

En réalité, les conditions et les préalables d'une telle politique ne sont pas remplis :

— préalable statistique d'une connaissance de tous les revenus qui pourrait être levé, mais surtout :

— préalable d'une conception différente de la convention collective qui porterait sur les salaires réels et non sur les minima ;

— préalable du pouvoir syndical dans l'entreprise, le patronat en refusant la reconnaissance de l'exercice des droits syndicaux à ce niveau, considérant le syndicat comme un « corps étranger » dans l'entreprise ;

— enfin, préalable d'une conception différente de la démocratie économique et politique, le gouvernement devant accepter de devenir « un co-contractant » situé au même niveau que les partenaires syndicaux si l'on veut écarter toute politique autoritaire des revenus.

Pierre LE BRUN, syndicaliste C.G.T., insiste sur le rapport concernant le Plan et le Marché :

« Lavau a une conception restrictive de la nationalisation, mais aussi du contrôle de l'investissement. Mais ce qui est le plus singulier, c'est ce qu'il propose pour la coexistence du Plan et du Marché et qui est la négation de tout marché.

Je suis largement d'accord avec les trois rapports sur les voies de passage au socialisme (Servet). Mais une réelle politique des revenus doit surmonter une difficulté fondamentale : alors que les revenus salariaux peuvent être prédéterminés, en l'absence d'une planification très poussée, les revenus non salariaux ne pourraient être contrôlés que par une fiscalité directe efficace.

D'autre part, une politique des salaires devrait être fondée sur un double réseau d'accords :

1) accords de salaires ou conventions collectives ;

2) quasi-contrats entre entreprises et l'Etat, conditionnés par la conformité des premiers aux objectifs et prévisions du Plan.

L'autofinancement qui se développerait aux dépens des finances publiques et soi-disant au bénéfice des salariés (système Loichot) ne ferait, en fait, qu'accroître leur assujettissement. Il faut mettre en place un contrôle fiscal de l'autofinancement et encourager par la fiscalité l'épargne des travailleurs, par l'intermédiaire d'une caisse nationale des investissements, comparable à l'I.R.I. en Italie.

Les entreprises publiques devraient être le champ privilégié d'expériences de cogestion, donc le résultat serait un élément déterminant pour l'extension des nationalisations.

Au niveau européen, la mise en œuvre d'une planification commune doit être conditionnée par le contenu possible du Plan et les progrès du mouvement ouvrier européen. En matière internationale, le plus important est la nécessaire rupture avec les entreprises économique-politiques du capitalisme nord-américain. Sinon, pas d'avenir socialiste pour la France, ni pour l'Europe. La fermeté à l'égard de l'impérialisme n'est pas moins nécessaire que la fidélité aux principes du socialisme.

Jean DRU reste attaché à l'analyse marxiste du capitalisme, ce qui le conduit à penser qu'il faut l'attaquer dans ses racines.

« Il est nécessaire pour cela que les travailleurs participent au contrôle de l'économie et du pouvoir politique. Il s'agit de bâtir l'Etat des travailleurs manuels et intellectuels.

Faut-il une nationalisation d'ensemble ? Ce qui est sûr, c'est un combat sans merci ou la voie choisie par Wilson : on essaie de gagner du temps avec une marge de manœuvre très faible. Mais on se prive du soutien populaire sans gagner les possédants. C'est donc une tentative ou un échec.

Sans attendre le socialisme, il convient d'associer les travailleurs à notre entreprise. Les propositions de Martinet, en ce sens, sont tout aussi réalistes que celles qu'on vante dans ces rapports.

Il est nécessaire, par ailleurs, de concrétiser nos propositions : modifications profondes du fonctionnement des comités d'entreprise, affirmation de la participation à l'élaboration du plan des travailleurs.

C'est au niveau de l'entreprise que l'intervention du pouvoir populaire sera capitale. Car c'est là que les travailleurs seront réellement associés à la transformation socialiste de la société capitaliste actuelle ; c'est par là que seront homogénéisés les secteurs public et privé.

A la fin de la séance, on entend Gilbert MATHIEU qui, lui aussi, se prononce en faveur de certaines appropriations collectives des moyens de production et d'échange lorsque

cela apparaît strictement nécessaire. Il note que le champ actuel des entreprises nationalisées n'est pas parfait, il s'en faut de beaucoup, et que leur fonctionnement laisse également à désirer. Après avoir évoqué un certain nombre de problèmes dont celui de la presse qu'il conviendrait de libérer de la puissance de l'argent, il conclut, vivement applaudi, qu'il ne peut pas y avoir de socialisme dans l'entreprise s'il n'y a pas participation à la gestion, même si l'on doit discuter des modalités de cette participation.

Vincent GAUMER, représentant du C.N.J.A., se félicite de la nouvelle attitude de la gauche qui cherche avec réalisme à définir les modalités d'accès au pouvoir :

« L'agriculture, c'est une certitude, a besoin de se transformer et Serge Mallet a été l'élément qui, au sein de la gauche française, a essayé de faire comprendre l'évolution des agriculteurs.

La gauche doit, en effet, se prononcer clairement :

« L'agriculture est-elle un poids mort ou, au contraire, peut-elle être un secteur économique viable ? »

Les socialistes doivent, en particulier, se prononcer clairement sur des problèmes tels que le problème foncier (en essayant de trouver une solution au niveau d'un groupe), le problème du marché, le plan...

Le colloque de Grenoble a posé les problèmes avec réalisme mais il doit aller plus loin et envisager des solutions hardies pour que l'agriculture ne soit pas à l'écart, mais à l'intérieur du socialisme.

Bernard LAMBERT, responsable d'organisations agricoles de l'Ouest :

« La gauche doit conquérir de nouvelles couches sociales et politiques qui, à l'heure actuelle, restent écartées de ses schémas traditionnels. Elles n'ont donc pas encore trouvé l'expression politique de leur action quotidienne. Ce colloque, par son intérêt en lui-même, et par sa structure, peut amorcer cet élargissement.

Je veux souligner un aspect important des problèmes d'organisation économique posés dans les rapports. L'entrée dans notre pays de groupes géants nord-américains est incompatible avec la volonté de la gauche de pratiquer une politique ouverte des marchés tout en éliminant les monopoles. Ces phénomènes de colonisation, venant d'outre-Atlantique, font que dans l'agriculture, d'ici trois ou quatre ans, les postes-clés (viande, lait, etc.) seront aux mains des U.S.A. Le pouvoir gaulliste négocie avec ces firmes, leur laisse le champ libre. Il faut laisser les outils valables d'une réplique efficace ; la stratégie de la gauche doit la prévoir.

Mais il nous faut aussi définir une attitude vis-à-vis de secteurs marginaux, c'est-à-dire artisanaux, secteurs qui veulent économiser la phase capitaliste pour créer des structures de type socialiste. Les agriculteurs, par exemple, créent des outils collectifs en détruisant le mythe du chef dans leurs exploitations et font la œuvre utile pour la gauche. Il faut dépasser la défense de l'exploitation familiale, essayer dès à présent de créer des structures socialistes. On pourra gagner par là de nouvelles couches sociales pour conquérir une majorité de gauche dans le pays.

Jean BENARD, professeur à la Faculté de Poitiers, revient sur le problème du Plan et du Marché, compte tenu de l'extension du secteur public :

« Malgré la plus grande technicité de réflexion et le dépoussiérage des anciens mythes, il en apparaît de nouveaux dont celui qui consiste à ranger aux accessoires l'extension du secteur public.

Au contraire, cette extension, si elle n'est pas la condition suffisante, reste la condition nécessaire du socialisme, d'une part, dans la première phase, celle de l'accès au socialisme, qui ne se fera pas dans l'euphorie par suite du sabotage monétaire et économique des capitalistes, des rigueurs de la politique financière nécessaire ; d'autre part, dans la deuxième phase, celui du régime de croisière du socialisme, étape pendant laquelle la planification se fera par l'accord entre les régions, les secteurs de production et l'Etat.

Quant au problème des relations économiques avec le Marché commun, la seule solution, en cas d'intégration, serait le développement du secteur public.

Enfin, si l'on ne peut pas envisager la participation des travailleurs à la gestion de l'industrie privée, dans l'Etat socialiste où les administrateurs des entreprises nationalisées seraient



(Photo Europress.)

nommés par le pouvoir socialiste, la collaboration des ouvriers et de leurs syndicats serait possible.

Claude BOURDET veut souligner certaines lacunes et contradictions dans les rapports :

« La faible importance donnée à la propriété privée des moyens de production. Si le secteur public n'est pas étendu rapidement, le système des prix opposé détruira les entreprises peu efficaces au seul bénéfice des grands trusts.

Le pouvoir local n'existe que s'il a un support économique. D'où l'intérêt de la municipalisation du sol à bâtir, mais les communes ne peuvent remplir leur mission que si elles ont les moyens : création de banques communales à l'exemple yougoslave. Cela permettrait de répondre aux attaques du capitalisme dans le régime de transition.

En matière internationale, il y a contradiction entre deux rapports, dont l'un dit que le Marché commun doit être conditionnel et l'autre qui considère que la voie européenne est inéluctable.

Il est peut-être illusoire de croire à la possibilité d'une Europe socialiste et indépendante des U.S.A. (problème allemand, en particulier). Le Marché commun intégré doit être considéré comme une arme, non comme une nécessité du commerce international.

Le gigantisme n'est pas forcément l'idéal de l'organisation économique et politique. Si le socialisme est possible sur l'Europe, tant mieux. Sinon, il faut se résigner à le faire en France.

Il faut donc peut-être opposer l'idée de confédération à l'idée d'intégration dans le premier temps, ce qui préserve l'avenir.

Ces choix conditionnent l'avenir de l'unité de la gauche. Il faut arriver à ouvrir la recherche sans ségrégation, à tous les niveaux, avec le P.C. et la Fédération. »

Claude Bourdet conclut : « Si nous ne choisissons pas cette voie, nous n'avons rien fait pour hâter l'alternative socialiste et Grenoble reste un cénacle de plus. »

On entend enfin Gilbert CURY (Comité de Nancy), Robert COTTAVE (syndicaliste F.O.), Pierre MANIA (Débat Communiste) et André Ferrat (S.F.I.O.).

La dernière partie de la rencontre devait être consacrée aux rapporteurs des commissions. Tour à tour, Maurice Duverger, Pierre Lavau, Robert Fossaert, Daniel Halluin, Georges Servet devaient rendre compte du travail considérable des commissions.

Rôle du secteur public et du secteur privé, problème de l'Europe, principes et limites du pluralisme des partis dans un Etat socialiste et pendant la période de transition avaient dominé les discussions des commissions, tout comme le débat général.

La rencontre n'étant pas un congrès, il ne pouvait s'agir de soumettre

les divergences existantes à un vote. Au surplus, la difficulté des problèmes, et leur complexité, ne permettaient pas d'aboutir en quarante-huit heures.

Les travaux, sous leur forme définitive, doivent maintenant être soumis à de nouvelles études et de nouvelles réflexions.

C'est ce que Serge Mallet devait souligner en conclusion des travaux, en affirmant que la rencontre avait permis d'ouvrir des chemins. Et en ajoutant : « Ce n'est pas à partir de la facilité que nous intéresserons les citoyens de ce pays à la politique. »

Il revenait à Pierre MENDES-FRANCE, qui présidait la dernière session, de donner lecture de l'appel (publié par ailleurs) qui fut unanimement applaudi.

Et d'ajouter : « Ce soir, nous ne concluons pas, nous inaugurons. Les travaux devront être poursuivis. La franchise parfois brutale des débats qui se sont déroulés devant nous, la sévérité et la rigueur même des témoignages qui ont été apportés ici, ont dégagé chez nous tout un optimisme et une joie profonde. Agir ainsi, c'est le seul moyen de sortir la gauche de ses ornières ; nous avons ainsi débordé les problèmes sur le plan de la facilité tactique et superficielle... »

Les confrontations que nous réuniront ultérieurement seront de plus en plus élargies. Malgré des origines, malgré des appartenances diverses, nous ne nous séparerons plus. Jusqu'à maintenant, nous ne distinguons pas bien le chemin qui nous permettrait de sortir des impasses où nous nous sommes trop longtemps débattus. Nous commençons à voir quel est ce chemin. Nous appelons le peuple de ce pays, et surtout sa jeunesse, à prendre en main les affaires qui le concernent. »

La résolution finale

L'Union de la Gauche est la condition nécessaire pour assurer la relève du régime actuel par un socialisme démocratique et moderne. Mais cette union ne sera réelle et durable que si elle s'appuie sur un programme de transformation sociale.

La Rencontre Socialiste de Grenoble a pour but d'aider la Gauche à élaborer les bases doctrinales qui sont nécessaires à l'établissement de ce programme.

Elle a montré qu'il est possible d'aller au fond des problèmes les plus délicats, à condition de les aborder avec réalisme, sans dogmatisme et en dehors des préoccupations tactiques immédiates.

« L'esprit de Grenoble », c'est d'aborder franchement les problèmes difficiles pour leur apporter des solutions, au lieu de les esquiver ou de s'en tenir à des compromis fragiles.

A cette fin, le Comité d'Initiative favorisera la discussion des travaux de la Rencontre Socialiste de Grenoble dans tout le pays ; il appuiera les initiatives régionales qui iront dans le sens de cette recherche ; il organisera de nouvelles rencontres et de nouvelles confrontations, qu'il souhaite aussi élargies que possible.

Le Comité d'Initiative de la Rencontre Socialiste de Grenoble est convaincu qu'il contribuera ainsi à lever les obstacles qui s'opposent à une unité durable de la Gauche, et à jeter les fondements d'un programme commun.

LA RENCONTRE ET LA PRESSE

Le retentissement des travaux de la « Rencontre Socialiste de Grenoble » ont dépassé les espérances des plus optimistes des membres de son Comité d'Initiative. Toute la presse, en effet (à quelques exceptions près), nationale, internationale et grands régionaux, a consacré ses manchettes et de nombreux développements, aux discussions du colloque.

Un événement incontestable, souligné par tous les commentateurs. Sur la suite duquel on peut s'interroger, mais dont l'existence pèsera désormais sur la suite des événements. Pour ceux qui pouvaient en douter, il est incontestable que « l'esprit de Grenoble » servira de référence à tous ceux qui ont participé, avec sérieux, enthousiasme et liberté dans la discussion, à l'ensemble des débats en commission comme en réunion plénière.

Ceci étant dit, deux malentendus sont apparus nettement dans les commentaires de presse.

Le premier concerne tous les articles soulignant le fait qu'aucune décision tactique n'est issue des débats. Il est vrai que le problème des rapports entre les partis ou les organisations de la gauche, dans le cadre des prochaines élections législatives, n'a été abordé par personne. Il ne pouvait en être autrement.

Le cadre même fixé par le Comité d'Initiative, supposait en effet que les débats se dérouleraient hors de toute préoccupation tactique. On peut discuter le sens de la démarche, on ne peut reprocher à la rencontre de n'avoir été que ce qu'elle entendait être.

Le deuxième malentendu provient pour l'essentiel de la différence des propos tenus entre les journalistes présents, et ceux qui, n'étant pas à Grenoble, ont appliqué des schémas qui leur font peut-être plaisir, mais qui ne relèvent ni de près ni de loin, de ce qui a été dit et fait à Grenoble.

Les journalistes présents à Grenoble sont en effet quasi unanimes sur la qualité des travaux et le sens de la rencontre.

Pour Raymond Barrillon dans « Le Monde » : Les participants « attentifs, exigeants, refusant la facilité, se gardant des tentations de la démagogie comme des pièges de l'autosatisfaction, ont incontestablement fait œuvre de démythification ».

Dans « L'Est Républicain », Georges Mamy souligne « qu'on peut ne pas être d'accord avec la finalité socialiste des participants. Il n'en reste pas moins que c'est peut-être la première fois depuis longtemps que l'on

voit des gens de gauche en grand nombre, mettre tant d'application à « rompre avec les illusionismes », selon une expression qui fut employée ».

Cette volonté de recherche est également soulignée par Michel Bassi

LE MOT « RENÉGAT »

Le Comité d'Initiative de la Rencontre de Grenoble avait invité un certain nombre de membres du Parti communiste. La plupart d'entre eux ont fait savoir qu'ils ne pourraient pas assister au Colloque. En revanche, plusieurs membres de l'opposition communiste se sont rendus à Grenoble.

L'Humanité a aussitôt protesté contre la présence de ces « renégats », et il s'est trouvé quelques personnes pour considérer que l'intervention d'opposants communistes à la rencontre était en effet très regrettable.

Cette réaction nous paraît inquiétante. Lorsqu'il s'agit de constituer un front commun de la gauche, les contacts et les discussions doivent nécessairement passer par la direction des partis. C'est ainsi que le P.S.U. a toujours traité avec la direction de la S.F.I.O. et avec celle du Parti communiste, et non avec leurs minorités ou leurs oppositions. Mais lorsqu'il s'agit de rassembler pour un grand débat comme celui de Grenoble — débat qui se situe en dehors de toute option tactique — les hommes les plus capables d'apporter une contribution efficace au renouvellement de la gauche, aucune discrimination n'est acceptable.

Celle que veut introduire le Parti communiste est d'autant plus grave qu'elle s'inspire d'une tradition que toute la gauche voudrait lui voir abandonner : la tradition des excommunications staliniennes. Le mot de « renégat » ne peut s'appliquer qu'à des hommes qui ont trahi leur idéal pour des raisons méprisables. Il est indigne de vouloir l'attribuer à des militants qui ont donné à de multiples reprises des exemples de courage et d'abnégation et qu'aucune attaque ni aucune calomnie n'a réussi à faire changer de camp.

dans « Le Figaro », ou Gabriel Farkas qui écrit dans « France-Soir » : « Un langage nouveau, moderne... où il n'était pas question de tactique d'alliance. Il n'y avait pas trace des jeux des vieux appareils de parti. »

On ne peut que regretter dans ces

conditions l'article hargneux de « L'Humanité » de lundi. Comme l'ensemble de la presse, Laurent Salini, envoyé spécial de « L'Humanité », avait été invité au déjeuner de presse par le Comité d'Initiative. Il aurait pu poser comme ses confrères, toutes les questions. Il aurait vu qu'aucune n'a été éludée. Il a préféré ne pas venir, ce qui lui permettait ensuite de parler d'« ambiguïtés » qui n'existaient que dans sa tête, et notamment sur le problème majeur de la nécessité de l'union de toutes les forces de gauche, mais sur un programme qui en soit un.

Regrettables également les éditoriaux de Jean-Claude Vajou dans « Combat » et de Joseph Barsalou dans la « Dépêche du Midi ». D'autant plus qu'absents de Grenoble, on peut s'interroger sur leurs sources.

Pour Jean-Claude Vajou, en effet, « l'entreprise de Grenoble risque d'être assimilée à une opération de débauchage, illustrant la profondeur du fossé qui séparerait la gauche de ceux qui prennent les coups dans l'engagement immédiat, et ceux qui, plus réfléchis, attendent pour séduire les foules, qu'elles deviennent disponibles ».

Quant à Joseph Barsalou, dans la « Dépêche du Midi », réservé le lundi matin, il devient singulièrement agressif le mardi :

« Les résidus des oppositions de tous les partis, les diviseurs des organisations syndicales, les intellectuels aigris, les donneurs de leçons — combien versatiles — semblent s'être donné rendez-vous, en cette fin de semaine, non pour fortifier la gauche, pour lui donner le sentiment de son unité, mais pour glisser en elle le doute sur ses chances et même sur son bon droit. La lutte contre le pouvoir personnel, qui est le point où la gauche, communistes compris, fait sa synthèse, a même été tournée en dérision, si bien qu'on peut se demander s'il n'y a pas au fond de tout cela un cryptogaullisme plus redoutable encore pour la gauche que ses divergences de politique étrangère. »

Il suffisait, croyons-nous, de voir l'assemblée de Grenoble pour sentir à quel point ces propos sont déplacés. Pour ce qui est des coups, tous les participants de Grenoble, nous disons bien tous, n'ont guère de leçons à recevoir et ont été partie prenante dans beaucoup de batailles où quelques-uns des donneurs de leçons d'efficacité d'aujourd'hui étaient singulièrement absents.

Pour ce qui est des diviseurs des

organisations syndicales ou des intellectuels aigris, nous ne pensons pas que les dirigeants C.F.D.T., F.O., C.G.T. et les multiples intellectuels présents méritaient cet affront.

L'éditorial de René Andrieu, dans « L'Humanité » de mardi, et celui de Claude Fuzier dans « Le Populaire », dont on peut ne pas partager les vues, se situent cependant à un autre niveau.

Pour René Andrieu : « Il ne suffit pas d'affirmer qu'il n'y a qu'un critère, celui du programme ». Car le programme est indispensable. Mais il risque de demeurer un vœu pieux sans le moyen de le réaliser. Le véritable critère, c'est l'alliance de toutes les forces de gauche autour d'un programme commun. »

Quant à Claude Fuzier dans « Le Populaire », il précise qu'en ce qui concerne la S.F.I.O., sa contribution au programme est constituée par les travaux des 54^e et 55^e congrès nationaux qui, notamment le premier, ont déjà produit un gros effort de clarification socialiste dans le domaine des actions à court et moyen terme. Nous pensons, en effet, qu'il est plus sage de s'appuyer sur ce qui existe que de vouloir à chaque fois rebâtir le monde, un monde qui par sa propre existence porte en lui-même les acquis du passé, les décisions du présent et les perspectives de l'avenir.

Toute la question tourne effectivement autour des problèmes d'alliance et du programme qui devait en être le support.

Mais se décidera-t-on à comprendre que le contenu de ce programme est vital. Et que les travaux des uns et des autres sont notablement insuffisants.

Se décidera-t-on également à comprendre que le problème des alliances, sur lequel non seulement le P.S.U., mais la plupart des participants de Grenoble se sont prononcés clairement, ne sera résolu qu'à partir du moment où les lignes de force d'un programme cohérent seront dégagées ?

On peut différer sur l'opportunité de telle ou telle démarche. La question de fond est pourtant là : le critère, c'est le contenu du programme et les forces qui peuvent et veulent le soutenir.

Au niveau des forces précisément, Grenoble aura montré qu'elles sont importantes et décidées.

Christian GUERCHE.

ESPAGNE

Avril 1966 : un mois de lutte

Avril 1966 : tous les problèmes et toutes les contradictions de l'Espagne actuelle ont été mis en évidence.

Dans le domaine économique, les mesures de stabilisation adoptées par le gouvernement dès le début de l'année ne sont pas parvenues à arrêter l'inflation, mais, en revanche, elles semblent menacer déjà l'expansion et le Plan de développement lui-même. C'est, en tout cas, ce que vient de déclarer le Conseil national du Patronat, ainsi que plusieurs économistes du régime et de l'opposition bourgeoise.

Dans le domaine politique, la situation connaît des développements nouveaux. La « liberté » surveillée accordée à la presse (il ne faut pas oublier que la seule presse espagnole est celle du grand capital, de l'Eglise et de la Phalange) a eu pour résultat de révéler crûment au pays tout entier la crise politique du régime et du « Mouvement national ». Le problème de la transition du franquisme vers une sorte de néo-franquisme ou vers une monarchie réactionnaire est assez clairement posé dans tous les journaux.

Jusqu'à présent, la « liberté de la presse » s'est surtout traduite par la publication d'informations concernant les manifestations d'opposition à la dictature. Certes, ces informations ont été tronquées, déformées. Mais, pour la première fois depuis vingt-sept ans, des millions d'Espagnols, et en particulier les éléments les plus passifs de la population, ont pu avoir immédiatement connaissance des grèves en cours, de la lutte des étudiants de Barcelone et des manifestations qui se sont déroulées en Catalogne et au Pays basque.

La destruction par la police, chez l'imprimeur, des 40.000 exemplaires de *Juventud Obrera*, organe de la Jeunesse Ouvrière Catholique, a marqué les limites de cette « liberté de la presse » toute récente. Il n'est pas impossible que ces mesures libérales ne soient qu'une manœuvre de plus. Nous ne tarderons pas à le savoir avec certitude. Mais la « liberté de la presse », même avec toutes ses limitations, apparaît avant tout comme une concession à la soif de liberté qui s'exprime dans tout le pays.

Il reste que l'opposition à la tyrannie s'est manifestée avec une grande vigueur sur trois fronts : le front de l'Université, le front des aspirations des nationalités et le front ouvrier.

La lutte des étudiants de Barcelone est passée à une étape supérieure. En effet, le Syndicat démocratique des étudiants s'est imposé comme la seule force représentative et réelle : le vieil appareil du S.E.U. franquiste a été définitivement rangé au musée de l'histoire. En outre, la Semaine de rénovation universitaire, qui a eu lieu malgré toutes les mesures répressives, a posé le problème de la transformation radicale de l'Université et de l'enseignement.

D'autre part, la dernière grève des étudiants de Barcelone a liquidé le mythe de la subordination du mou-

vement étudiant à l'action d'une partie du clergé, complaisamment répandue par la grande presse. L'épisode du couvent des capucins de Sarria n'a été que cela : un épisode. Le mouvement étudiant de Barcelone est autre chose : même si des étudiants catholiques y participent, ses principaux animateurs sont socialistes, communistes et marxistes révolutionnaires.

Une autre révélation du mois d'avril a été l'importance croissante prise par le mouvement d'émancipation nationale des peuples de Catalogne et du Pays basque. Les manifestations de Vitoria et d'Irun, ainsi que le défilé de près de cent mille personnes devant l'ancien palais de la Généralité de Catalogne, ont mis en relief l'hostilité des peuples catalan et basque à un régime qui a implacablement détruit toutes les libertés nationales conquises par eux pendant la République et au cours de la révolution de 1933.

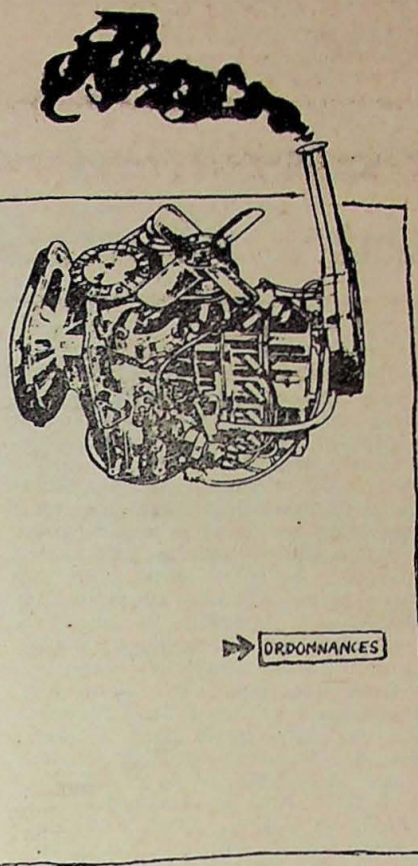
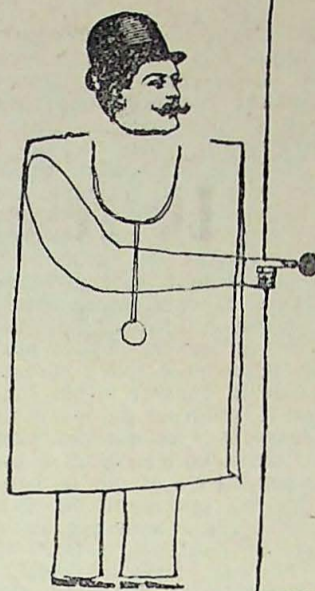
Bien entendu, il serait absurde de nier qu'à l'étape actuelle ces mouvements sont animés par des forces bourgeoises et par certains secteurs de l'Eglise. Mais il y a des motifs sérieux pour penser que si le prolétariat sait adopter une attitude juste face à la question des nationalités, les aspirations de la Catalogne et du Pays basque, deux des régions les plus industrialisées d'Espagne, rejoindront bientôt les luttes ouvrières dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société espagnole. A ce sujet, les expériences des années 1930-1939 seront d'une aide précieuse.

Cependant le front principal est toujours le front ouvrier. Les grèves déclenchées chez Fiat et Montesa (Barcelone), aux usines Obergozo, Somme et Babcock Wilcox (Pays basque), les revendications présentées un peu partout à l'occasion du renouvellement des conventions collectives (salaire minimum de 250 pesetas au lieu de 60, échelle mobile des salaires, journée de huit heures, reconnaissance des commissions ouvrières, etc.), ainsi que le mouvement de rupture avec l'organisation « syndicale » franquiste et pour la libre constitution de syndicats ouvriers démocratiques et indépendants, particulièrement vigoureux à Madrid, permettent d'affirmer que nous nous trouvons dans une phase d'intensification de la lutte des classes.

Certes, les faiblesses du mouvement ouvrier sont encore très grandes et la politique menée par les organisations ouvrières traditionnelles (parti communiste et parti socialiste, en particulier) est loin de contribuer à créer les conditions d'une offensive organisée et cohérente. Cependant, dans la nouvelle situation qui est en train de se développer en Espagne, la renaissance du mouvement ouvrier ne pourra qu'écartier progressivement les obstacles qui empêchent le prolétariat de jouer le rôle décisif qui lui appartient.

Wilebaldo Solano.

il faut éviter ...



La mécanisation de l'acte médical

(« Recherche Universitaire »)

sanitaires — de plus l'exécution de ce plan n'est garantie par aucune structure de contrôle démocratique.

La situation de la Sécurité sociale a aussi fait l'objet d'un travail dont il ressort que la gestion démocratique conçue à l'origine a pris un caractère purement formel. Le gouvernement contrôle 90 p. 100 de la gestion. Les élus des usagers ne peuvent orienter les choix.

De ce fait, le secteur privé connaît actuellement une expansion dont le taux est le triple de celle du secteur public.

Plusieurs injustices ont été relevées : le financement par la S.S. des structures hospitalières, d'une partie de l'enseignement, etc., toutes tâches qui devraient incomber à l'Etat; le caractère illusoire de la cotisation patronale qui, incluse dans le prix de revient, est en fait payée par les consommateurs; l'existence d'un plafond; les transferts opérés d'un régime à l'autre; les fraudes des employeurs, et en particulier de l'Etat-patron.

Face à cet état de fait, que proposent les jeunes médecins ? Un service social autonome de santé qui, du fait de ses structures et de la coordination entre les différents secteurs, permettrait une médecine de qualité. Ce service autonome serait cogéré entre médecins et usagers. La planification pourrait alors devenir cohérente, visant à assurer à tous le droit à la santé grâce à une politique de défense sanitaire. L'instauration d'un tel service nécessiterait des réformes de structure mettant en cause le paiement à l'acte, la production et distribution pharmaceutique, etc. et ne peut s'envisager que dans le cadre d'un régime socialiste. En effet, un des points les plus importants est celui des rapports entre ce service autonome et l'Etat, étant donné le budget considérable de la Santé (en 1965 budget de l'Etat : 100 milliards; budget social : 80 milliards).

L'exigence du droit à la santé amène donc à s'interroger sur la nature du pouvoir et le choix politique.

Croissance du C.N.J.M.

Le Congrès a permis aussi au C.N.J.M. de définir son orientation générale dans deux directions : recherche et actions. Cette orientation se divise en trois grands aspects : 1) Centre de documentation et d'études; les membres du C.N.J.M. se regroupent en commissions travaillant sur un problème particulier et permettant de définir mieux encore le service social autonome de santé; 2) Débat d'idées que le C.N.J.M. entend traduire par des réunions, des tables rondes, un journal, des articles dans la presse, etc., et se situant entre médecins mais aussi entre médecins et usagers; 3) Action — le C.N.J.M. milite pour un service de santé, sectorisé (à partir de la commune ou du quartier), autonome et strictement cogéré et pour toutes les mesures intermédiaires nécessaires à l'aboutissement d'un tel objectif. Cette action se situe dans la perspective d'un débat et d'un accord avec toutes les

forces socialistes sans exclusive. « Nous entendons par accord, non seulement un accord au sommet mais un accord décentralisé, démocratique, donnant à la grande masse des gens les institutions leur permettant de s'exprimer, de participer : le C.N.J.M. pourrait être le type d'une de ces institutions. »

Enfin, les jeunes médecins ont annoncé la création d'un journal *Option Santé*, qui leur permettra de diffuser leurs idées.

En définitive, ce premier congrès a été l'occasion d'une rencontre entre le groupe parisien et les différents groupes de province. Il a permis de définir les bases d'une véritable planification sanitaire dont l'étude sera poursuivie dans les commissions. L'orientation générale a été précisée. Le C.N.J.M. entend à sa place mener une lutte multiforme, positive, globale dans le corps médical et chez les usagers pour une politique de santé s'insérant dans la perspective socialiste, en accord et collaboration avec toutes les forces socialistes dont il pourrait être l'institution de rencontre et débat en matière de santé. (Le C.N.J.M. a participé à la rencontre de Grenoble.)

P.S. : adresse du C.N.J.M. : 134, rue du Temple, Paris-3^e.

MÉDECINE

Premier Congrès du C.N.J.M.

Fondé il y a plus d'un an, le C.N.J.M. (Centre National des Jeunes Médecins) tenait son premier Congrès les 23 et 24 avril. Une centaine de jeunes médecins ont participé à ces journées, en majorité parisiens mais aussi représentants des groupes de province : Marseille, Limoges, Clermont-Ferrand, Pau, Tours, etc. Le thème principal retenu était :

« La planification sanitaire »

L'étude analytique et critique de la politique sanitaire actuelle a permis plusieurs constatations : les propositions du plan en matière de santé

sont purement administratives et quantitatives, fonctions de la place laissée disponible par les « grandes tâches d'intérêt national » (ex : force de frappe). Il n'existe pas de vision cohérente et dynamique de la place de la médecine dans le monde, les technocrates se contentent de juxtaposer des besoins arbitrairement définis de plusieurs secteurs (médecine libérale, hospitalière, publique et privée).

Dans le domaine des prestations sociales, les choix gouvernementaux apparaissent clairement : freiner l'expansion de la consommation médicale. Au total le V^e Plan ne vise à satisfaire que 17 p. 100 des besoins

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Comité de rédaction :

Claude BOURDET, Manuel BRIDIER, Maurice COMBES, Richard DARTIGUES, Christian GUERCHE, Pierre MARCHI, Victor MASSON, Paul PARISOT, Pierre STIBBE, Robert VERDIER, Jean-Marie VINCENT.

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20
Rédaction : 61, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5326-65
6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LIVRES

“L'enfant grecque” : deux cœurs du peuple

De temps en temps, nous viennent de la Mère-Patrie culturelle, je veux parler de la Grèce, des témoignages aussi émouvants qu'intéressants. Il est d'ailleurs tout à fait normal que les enfants, même ceux qui ont quitté la famille depuis très longtemps, reviennent, soit effectivement soit en pensée, au foyer. Il semble que tout livre paraissant et ayant comme toile de fond les rives grecques soit le bienvenu. Hélas ! ce n'est pas toujours le cas. Je dirai même que le contraire se produit trop souvent. Ne voulant froisser personne, je me garderai de citer des titres qui ne sont plus que mauvais souvenirs. Cependant, il ne faut pas croire qu'un livre se passant dans un pays étranger n'a qu'à exposer la dose recommandée de folklore, vrai ou faux, pour que le lecteur ait la sensation d'être captivé. Fini le temps des espagnolades et autres... Depuis que les gens voyagent, il leur en faut plus. Et c'est justice. C'est donc avec méfiance que j'ai ouvert le roman de Maria Daraki, « L'Enfant Grecque » (1). D'autant plus qu'il s'agit d'un premier roman. Un premier livre à la sauce grecque... Tout était à craindre.

Et j'ai eu tort ! Dès la première page, je me suis aperçu de mon erreur. Ici, il n'y a rien à craindre. Tout est à espérer. Et les espérances sont tenues. Au fur et à mesure du déroulement des chapitres, en plus de l'arrière-plan attachant, une véritable histoire se développe sous nos yeux. Une de ces belles histoires qui semblent, hélas, ne plus appartenir à notre monde, un de ces contes populaires, sorti d'un beau recueil bien relié, aux tranches dorées et à la couverture rouge... Cependant, revenons à cette première page du roman.

« Midi s'aplatissait sur les dalles blanches. De hauts murs sans ombre séparaient du monde la grande cour silencieuse. L'ombre du cyprès se lovait autour de sa racine comme une couleuvre endormie. L'angélique surchauffée exhalait des odeurs de four de pâtisseries. Ses seize fenêtres fermées pour toujours, la Grande Maison, livrée à sa torpeur sénile, respirait à peine par l'ouverture étroite de sa porte cintrée. »

Je crois que ces quelques lignes annoncent bien le livre. Le coup d'envoi est donné. Un coup d'envoi vers l'intemporel. Cela, car beaucoup de pages du roman sont en marge du temps, quelques feuilletés égarés que l'on trouve au fond d'une vieille malle et qui sont une suite de l'Odyssee.

Au-delà de l'histoire d'Annoula, qui sort du monde enchanté de l'enfance, il y a, comme dans Homère, comme chez les grands tragiques, le peuple, l'immense peuple qui, lui aussi, sort de son enfance. Nous sommes en 1945. Athènes, comme Annoula, perd ses illusions, après avoir cependant vécu l'ivresse courte de la liberté. Tout est ici violent comme l'adolescence. Malgré cela, il semble qu'à la différence de la tragédie antique, ce ne soit pas le peuple qui

commente l'action de quelques personnages, mais bien le peuple, seul, qui agisse, les acteurs de premier plan ne faisant que subir pour une bonne part le sort de ce Géant. Pas complètement, bien entendu. L'amour, si beau parce que simple et pur, que se vouent la jeune Annoula et l'adolescent Nikos échappe aux autres hommes, échappe à tout. Et c'est la revanche de l'individuel. Mais les hommes sont là, aux portes, toujours prêts à intervenir. Maria Daraki a peint avec beaucoup de justesse ces gens qui savent si bien partager « les figues de la joie » comme « les figues de la douleur », qui sont toujours sous l'emprise de « l'étoile et de la houlette » et qui pourtant s'usent les mains et les cœurs à espérer le communisme et qui ne renouent que la répression. Je crois que rien n'est plus juste que cette belle phrase de l'auteur. « Dans la vie d'un homme, chaque décision qu'il prend est une maîtresse. Elle lui donne une nouvelle jeunesse, mais exige le dévouement. » L'homme étant l'unité du peuple, tout parle clairement.

Il ne faut pas croire que cette masse humaine soit anonyme dans le roman. L'auteur a décrit plusieurs personnages qui représentent chacun une tendance fondamentale. Nous côtoyons ainsi : Alexis le théologien, jeune et ardent, qui se sacrifie pour une vérité sans relief ; Stratou, l'intellectuel, qui se pose des questions sans arrêt et qui penche vers l'idéalisme ; Dimitros, l'instituteur, qui prend une part directe à la résistance, parce que cela lui procure une certaine joie de vivre ; le militant qui a cru et qui s'aperçoit que tout cela ne mène à rien ; les humbles, qui ne laissent pas passer une seule joie, si petite soit-elle, car ils ne sont pas certains qu'elle se représente un jour...

Il y a aussi, et ce n'est pas le moins important, le chant. Oui, le chant, qui, à intervalles plus ou moins réguliers, coupe le récit. Ou plus exactement ne le coupe pas, mais le complète. Le vrai chœur, celui des ruelles et des campagnes, intervient par la chanson populaire que les personnages murmurent pour eux ou déclament pour tous. Elle jaillit spontanément. Si Maria Daraki ne l'avait pas incorporée au roman, il lui aurait fallu l'inventer. C'est ce qui rend au livre ce climat si particulier et si attachant : l'épopée d'un peuple, avec en contrepoint la douce et tendre mélodie de deux cœurs, ceux de Nikos et d'Annoula.

Le coup d'essai de ce jeune auteur d'origine grecque est une manière de coup de maître. Nous savons que les événements qu'elle raconte dans le livre sont en partie autobiographiques. L'invasion allemande oblige Maria à découvrir la Grèce campagnarde de la région de Mytilène. Elle revient à Athènes comme Annoula, en 1945. Et ce qu'elles espèrent trouver, la Liberté, n'est qu'un rêve. La spontanéité et la sincérité imprègnent ces pages, les rendent attachantes. Mais il y a un autre élément qui entre en jeu : le style. Non seulement Maria Daraki raconte une belle histoire, mais encore elle la raconte bien. Voilà qui n'est pas habituel de nos jours, où les hoquets et les dégueullements sont matière romanesque. Je ne cherche pas à savoir quels auteurs ont influencé celui-ci, cela est sans signification ; simplement, j'ai noté quelques phrases, qui, avec celles copiées plus haut, donneront une certaine idée de ce style :

« Ses gestes se découpaient sur la fenêtre pâle de la nuit comme une pantomime de la résignation et du regret » ; on remarquera la sobriété de l'auteur, qui décrit le retour d'Annoula dans sa famille après quatre ans d'absence : « La porte s'ouvrit et soudain elle se trouva au centre d'un tourbillon où les visages des siens se succédaient, volaient en morceaux et se recollaient en désordre, les yeux verts de son père lançant des éclairs au-dessus des cheveux noirs et crépus de sa mère, des larmes, des sourires ; elle volait de bras en bras et son cœur battait si fort que ses oreilles bourdonnaient. Lorsque le tourbillon se calma, elle vit le beau visage amaigri de son père se penchant sur elle avec une expres-

sion d'angoisse, comme s'il cherchait à la reconnaître. Sa mère, les bras ballants, répétait sans cesse, comme si elle ne savait que dire : « Une vraie petite jeune fille ! une vraie petite jeune fille ! »

Il m'est impossible d'arrêter cette énumération sans évoquer les dernières lignes de l'ouvrage :

« — Margaro, fit Annoula douce et triste, sais-tu que j'aime Nikos ?
« — Je sais, répondit l'autre avec naturel. N'y pense plus.
« — Pourquoi ?
« — Pourquoi... pourquoi... murmura Margaro en la fixant de ses yeux en amande, pensive.

« — Ecoute voir, fit-elle avec vivacité en se rasseyant. Avant-hier, je travaillais dans une maison de Plaka. Ils avalent étendu la lessive à travers la cour. C'était jour de grand vent — t'en souviens-tu ? — on aurait dit que le Parthénon allait s'envoler. Alors, je regardais cette lessive sur la corde. Elle dansait, les gars ! Les pyjamas verts enlaçaient les combinaisons bleu ciel, une vraie fête ! Plaf ! Les serviettes à carreaux se donnaient l'accolade carreau con-

tre carreau ! Et puis le vent est tombé. Les linges pendaient de nouveau, chacun à ses pinces à linge, séparés...
« Annoula la regardait, deux rides entre les sourcils.

« — Pour te dire, fit Margaro. Les amours de ces dernières années ressemblent aux embrassades de ces linges au vent. On aurait dit qu'une tempête nous lançait les uns contre les autres. Que veux-tu que je te dise ? Le vent est tombé. N'y pense plus... Elle se leva avec résolution, mais son visage était étrangement fatigué.

« — Dis, Margaro, fit Annoula en la rattrapant sur le pas de la porte. Dis, n'est-ce pas dommage ?
« — Attends, un instant ; il faut que je souffle encore mon feu... dit la voix de Margaro dans la nuit. »

A cette poignante simplicité, il n'y a rien à ajouter, sauf le conseil que je donne de conserver ce livre à portée de la main. On ne peut pas se contenter de ne le lire qu'une fois.

Eric Johansson.

(1) Aux Editions du Seuil.

CINÉMA

Les amours d'une blonde

Il y a peu de temps, Fordmann s'était déjà signalé à l'attention des cinéphiles avec « L'As de Pique » ; ce deuxième film est d'une qualité comparable au premier malgré quelques longueurs qui sont pourtant généralement bien accueillies par le public.

Ceux qui ont aimé « Il posto » et « Le couteau dans l'eau » doivent voir ce film dont l'argument est simple et qui vaut par les petites notations sans concessions, aussi bien relatives aux personnages secondaires qu'aux héros de l'histoire.

Le directeur d'une fabrique de chaussures constate que ses ouvrières s'ennuient, faute de garçons dans le secteur, il s'arrange pour que des réservistes viennent faire leur période dans le village. C'est néanmoins de Mila, jeune musicien en tournée, que s'éprend la blonde qui laisse tomber avec désinvolture son presque fiancé. Après deux jours d'amour, le musicien retourne à Prague. La blonde es-soulée le rejoint, elle est accueillie fraîchement par les parents et s'aper-

çoit que Mila l'a déjà oubliée. Elle revient à l'usine et arrange son histoire en la racontant à une amie. Elle oubliera vite elle aussi, tout le laisse supposer. C'est ainsi qu'est la vie, c'est ainsi que sont les hommes (et les femmes) nos frères.

P. B.

Comité d'action du spectacle

Le Comité d'action du spectacle présente une séance de cinéma canadien, « Le chat dans le sac » de Gilles Groux, et « Caroline » de Claude Ferron et Georges Dufaux.

La soirée sera animée par M. Claude Julien, du « Monde », qui dédicacera son livre « Le Canada, dernière chance de l'Europe », et par M. Hervé Bazin, de l'Académie Goncourt, qui dédicacera son dernier livre « Plumons l'oiseau ».

Mardi 17 mai 1966, à 20 h 30 à l'« Artistic Voltaire », 45, rue Richard-Lenoir, métro Voltaire.

MAISON DE JEUNES ET DE LA CULTURE

Premier Festival International

Lors d'une conférence de presse donnée dans les salons du Centre international de séjour du 12^e (attendant à la Maison des Jeunes et de la Culture de cet arrondissement), M. Lucien Trichaud, délégué général de la Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture, a annoncé la tenue à Narbonne, du 11 au 24 juillet, du premier festival international organisé par la F.M.J.C., avec la participation de près de mille jeunes venus de plus de vingt pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe.

Auparavant, M. Trichaud a rappelé que les « M.J.C. » sont des institutions polyvalentes ouvertes aux personnes de tous âges, qu'elles nécessitent la collaboration des populations des quartiers ou communes, que la moyenne d'âge des conseils de maison est de 25 ans.

Les dirigeants de la Maison des Jeunes de Narbonne (fondée en 1949) ont précisé ensuite ce que sera le premier festival international dans leur ville : une grande manifestation dont la préparation est axée sur qua-

tre points principaux : regroupement des participants et leur intégration dans le milieu local, dispersion temporaire dans 45 villages prêts à les accueillir, manifestations culturelles de toutes sortes, répartitions des participants dans près de trente ateliers où ils pourront s'initier à leur choix au sport ou à diverses techniques artisanales.

Des déplacements sont prévus dans la région narbonnaise et au festival de Carcassonne. Déjà la municipalité de Narbonne apporte à la préparation de ce festival une importante contribution. Son prix modique (300 francs pour quinze jours, toutes manifestations comprises) et le programme qu'il propose devraient lui assurer une large participation de la part des adhérents des M.J.C.

P. SAUZET.

VIENT DE PARAITRE

Marcel LOICHOT « La Réforme Pancapitaliste »

Nous avons déjà longuement abordé dans « T. S. » la récente proposition concernant l'appropriation collective de l'autofinancement. Le 12 mars, Jean Todure a finement analysé ce projet sur lequel nous sommes revenus dans notre numéro du 2 avril, au cours d'une controverse amicale entre Pierre Rimbart et Jean Todure. A l'origine de cette idée — l'appropriation de l'autofinancement — se trouve Marcel Loichot, polytechnicien et auteur ambitieux de cette « Réforme pancapitaliste », qui se veut être une voie originale de la désaliénation économique-sociale.

Editions Robert Laffont, 215 pages, 10 francs.

E. PRÉOBRAJENSKY

LA NOUVELLE ECONOMIQUE

Traduit par B. JOLY
Préface de Pierre NAVILLE
Introduction de Ernest MANDEL
Un vol. de 401 pages : 17,60 F

la question chinoise dans l'Internationale Communiste

Textes rassemblés
et présentés par Pierre BROUE :
Trotsky, Zinoviev, Boukharine,
Chen Du-Xiu, Préobrajensky,
Staline, Martinov.
Un vol. de 377 pages : 16,10 F

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

29, rue Descartes, Paris-5^e
C. C. P. 18.462-71 Paris

E. D. I. paris

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
.....

déclare vouloir adhérer au
Parti Socialiste Unifié et de-
mande à être mis en contact
avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège
du P.S.U., 81, rue Mademoi-
selle, Paris (15').

THÉÂTRE

Le nouveau Théâtre des Nations

Créé il y a dix ans le Festival d'art dramatique de Paris devint peu après le Théâtre des Nations qui accueillit chaque printemps, jusqu'à l'année dernière, quelques-unes des plus prestigieuses troupes mondiales au Théâtre Sarah-Bernhardt. Ainsi nous avons pu découvrir le Berliner Ensemble, l'Old Vic, les Opéras de Pékin et de Belgrade, le Workshop, le Living Theatre et Peter Brook, sans lesquels le théâtre contemporain n'aurait pas acquis son visage actuel. Les conceptions scéniques traditionnelles en ont été bouleversées et la confrontation, dans un théâtre parisien, de spectacles d'inspiration et de tradition si diverses n'a pas manqué de favoriser et d'accélérer l'évolution de la mise en scène.

Depuis quelques années, on a pu parler de déclin. C'est qu'à de rares exceptions près, les troupes présentes, parfois pour des raisons diplomatiques, sombrait dans le folklorisme et ne nous réservaient plus les divines surprises des premières années.

Un coup de barre devenant nécessaire, la décision fut prise de transférer le Théâtre des Nations à l'Odéon, sous la direction de J.-L. Barrault. Ce peut être l'occasion d'un redémarrage d'une des entreprises théâtrales les plus passionnantes que nous ayons connues depuis vingt-cinq ans. M. Gilles Bernard, secrétaire général du Théâtre de France a bien voulu nous recevoir pour tracer les grandes lignes de la saison 1966, dont on a lu le programme par ailleurs (1).

Le Metropolitan à Paris

A l'annonce de la nomination de Barrault à la tête du Théâtre des Nations, on entendit exprimer, ici et là, la crainte qu'un homme aussi occupé que lui ne pût consacrer qu'une partie trop restreinte de ses activités à l'entreprise qui lui était confiée. Nous sommes maintenant rassurés : sept troupes importantes viendront présenter dix spectacles. Il semble même que le prestige international dont jouit le directeur du Théâtre de France ait largement favorisé les offres de participation de l'étranger. La renommée de Barrault, son passé, ses relations dans le monde du théâtre ont facilité bien des ouvertures : le Metropolitan Opera de New York, qui ne s'était pas déplacé en Europe depuis cinquante ans, n'aurait certaine-

ment pas entrepris ce long voyage sans le climat de confiance qu'a réussi à établir le metteur en scène français lorsqu'il y monta *Faust*, l'an dernier.

Audace et qualité

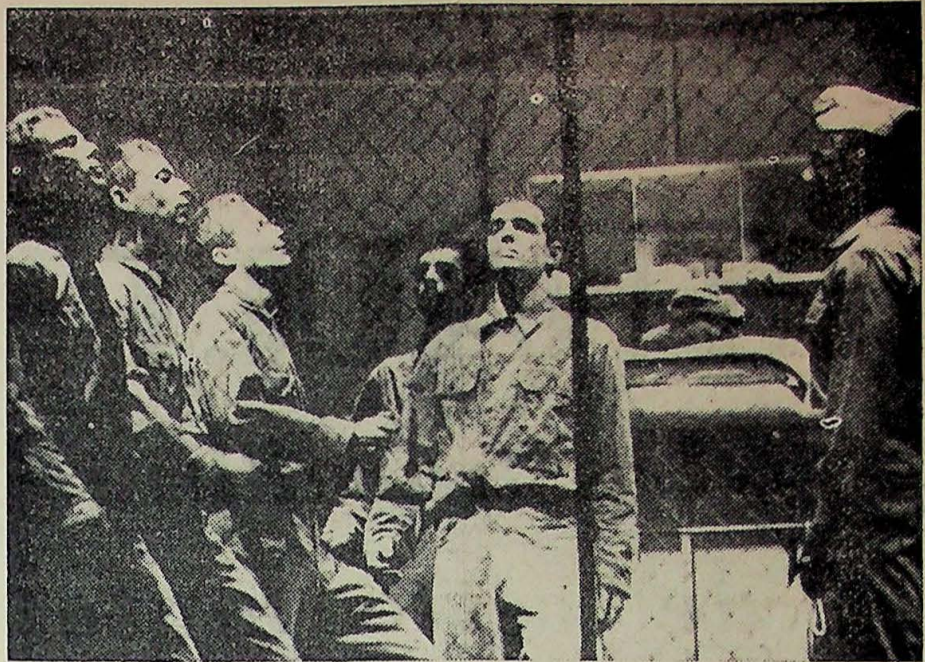
La saison 1966 se placera sous le signe de la qualité et de l'audace calculée. En effet, si les troupes invitées sont prometteuses, elles ne sont pas, à part le Metropolitan, des troupes vedettes : pas de Berliner, pas de Magnani pour attirer immédiatement la grande foule. Nous aurons, par contre, Beno Besson, ami et disciple de Brecht, qui a assuré la mise en scène du Deutsches Theater bien qu'il ne bénéficie pas encore du prestige de l'illustre dramaturge.

Nous avons failli voir le *Marat-Sade* de Peter Weiss qui fait courir tout Londres dans une extraordinaire présentation de Peter Brook. Des difficultés avaient surgi : le British Council refusant de subventionner une œuvre « si peu représentative des valeurs britanniques ». Elles s'étaient aplanies et la France s'appretait à applaudir un des meilleurs spectacles européens quand un producteur parisien ayant acquis les droits de la pièce qui sera montée au prochain automne décida d'interdire les représentations anglaises à Paris, sous prétexte qu'elles risquaient de porter un lourd préjudice à son spectacle. Nous jugerons sur pièce, en octobre, mais nous regrettons ce procédé mesquin.

La qualité semble garantie par le mode de prospection et de sélection des spectacles qui sont et seront retenus par un cartel international du théâtre groupant des grands noms de la scène et à la création duquel Barrault a participé activement. Nous pouvons donc avoir l'assurance que ce qui sera présenté répondra plus à des exigences artistiques élevées qu'à des considérations politiques ou diplomatiques.

Un nouveau climat de confiance

Le choix des troupes étant arrêté, pour que le Théâtre des Nations retrouve son rythme des premières années, il faut rétablir un climat de confiance qui tendait à disparaître : vis-à-vis des spectateurs découragés par des spectacles de plus en plus médiocres ; à l'égard des troupes qui avaient fourni ces dernières années



The Brig, par le Théâtre Vivant.

un effort financier trop considérable et dont le déplacement s'était généralement soldé par un déficit important. Il s'est établi maintenant une espèce de contrat tacite entre le théâtre et ses invités auxquels les organisateurs doivent s'efforcer de garantir l'amortissement relatif de leurs frais en limitant le nombre des spectacles et en augmentant la quantité des représentations réservées à chaque compagnie. Chaque troupe bénéficiera ainsi de six au sept représentations contre deux ou trois auparavant.

Pas de véritable réforme

Il serait excessif de parler de réforme du Théâtre des Nations. La nouvelle direction manifeste néanmoins un net souci de faire évoluer une formule qui avait tendance à s'essouffler en cherchant les conditions qui permettraient d'attirer à Paris des spectacles exceptionnels. Cette année sera transitoire : on ne peut pas encore préjuger de la suite mais la volonté de réussir semble certaine. Les spectateurs ne seront d'ailleurs pas oubliés à l'égard desquels un effort financier particulier sera consenti. Le prix des places, très raisonnable (de 1,50 à 18 F et de 2 à 25 F pour le Metropolitan), sera inférieur à celui de la plupart des théâtres parisiens ; le mode de location (2) sera pratique et adapté aux nécessités de la vie moderne. Les groupes bénéficieront de tarifs avantageux (8 F).

Dans ces conditions, le public doit

encourager par sa présence et sa participation active une entreprise qui sombrerait vite si elle ne recevait que l'approbation des professionnels du théâtre.

B. Sizaire

- (1) Voir T. S. n° 282 du 16-4-66.
- (2) Dès maintenant aux guichets par tél. : 326-58-13 et par correspondance, 18, rue de Vaugirard, Paris (6°).

Le Théâtre Athénée accueillera le 4 mai 1966, le Teatro espanol de Paris, avec le chef-d'œuvre de Calderon : « La vie est un songe », interprété par Francisco Rabal, Luis Escobar et Janine Vila.

Le 30 mai, c'est le Centre dramatique de l'Est, dirigé par M. Hubert Gignoux, qui prendra le relais avec la pièce du scénariste Zavattini : « Comment naît un scénario de cinéma. »

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Les poings dans les poches

Justice enfin rendue à une grande œuvre!



ROMAIN ROLLAND

Une presse enthousiaste saluait le centenaire de la naissance d'un de nos grands écrivains dont l'œuvre vient de sortir du "purgatoire", cet oubli passager, injuste mais inévitable, qu'a connu par exemple celle de Victor Hugo. Jean Guhenno écrit dans le Figaro Littéraire : "J'ai vu beaucoup d'hommes et même de grands hommes, je n'en ai pas connu de plus grand". Et André Maurois : "J'ai toujours admiré Romain Rolland". Enfin Maurice Nadeau, dans le Nouvel Observateur : "Injustement oublié dans son pays Romain Rolland est célèbre à l'étranger. En Russie il a atteint le record absolu du tirage avec 7.500.000 exemplaires et partout dans le monde, de grandes manifestations ont lieu à l'occasion du centenaire de sa naissance".

A cette occasion également, le texte intégral des trois œuvres maîtresses de Romain Rolland : *Jean-Christophe*, *L'Âme Enchantée*, *Journal des années de guerre 1914-1919* - œuvres qui représentent 32 volumes dans des éditions ordinaires - a été publié dans une magnifique édition de bibliothèque, sur papier bible, en trois volumes seulement, trois beaux volumes 14 x 20, reliés pleine peau fauve, tête or véritable, fer spécial au dos et fillet sur le premier plat tiré au balancier à l'or fin. La Librairie Pilote vous offre pour quelques jours, à l'occasion du centenaire, ces 3 volumes réunis sous un élégant emboîtement, payables en 10 mensualités de 19,50 F, en 3 de 61 F, ou 180 F comptant, avec droit de retour dans les 5 jours. Hâtez-vous de profiter de cette occasion pour enrichir votre bibliothèque de cette œuvre qui restera comme l'une des plus riches et les plus exaltantes du début du siècle.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, Paris 7°

Veuillez me faire parvenir les 3 vol. des œuvres de Romain Rolland. Si je ne les renvoie pas dans les 5 jours dans leur emballage d'origine, je les réglerai comptant 180 F en 3 mensualités de 61 F en 10 mensualités de 19,50 F

Nom..... Prof.....

Adresse.....

..... Tél.....

N° C.C.P..... ou bancaire.....

Banque..... Ag. ou adr.....

Signature :

une occasion absolument exceptionnelle

LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT

En un seul volume le texte non expurgé de :

LA RELIGIEUSE
LES BIJOUX INDISCRETS
JACQUES LE FATALISTE
LE NEVEU DE RAMEAU, ETC.



dans une magnifique édition illustrée en noir et en couleur d'œuvres des maîtres du XVIII^e : FRAGONARD, BOUCHER, GREUZE, etc.

un volume 20 x 16, de 800 pages, sur velin blanc, 48 illustr., relié pleine toile, offert par la LIBRAIRIE PILOTE, 22 rue de Grenelle, au prix invraisemblable de **29^f 50** (+ 3 fr. de frais pour envoi à domicile avec droit de retour)

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE 22 r. de Grenelle Paris 7° Bab, 82-40

Veuillez m'adresser LES ŒUVRES ROMANESQUES DE DIDEROT

Je vous envoie ci-joint 32 f. 50 (29 f. 50 + 3 f. de frais) en un chèque

chèque postal à V.C.C.P. Paris 13905-31 mandat.

Envoyez-moi l'ouvrage contre remboursement de 32 f. 50.

Il est entendu que je serai immédiatement remboursé si je vous renvoie dans les 5 jours le volume intact dans son emballage d'origine.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

Signature

T.S. 4-4

RENAULT - PEUGEOT :

Les travailleurs feront-ils les frais de cette mutation économique ?

En annonçant l'association Peugeot-Renault les responsables des deux entreprises se sont efforcés de convaincre leurs salariés, leurs concessionnaires, aussi bien que leurs clients, qu'il n'y aurait rien de changé pour eux.

Pas question de modifier les deux gammes de voitures produites, pas question d'unifier les réseaux de distribution, sauf parfois à l'étranger ; pas question de mener une politique tendant à diminuer le nombre d'emplois.

En même temps, il était expliqué que Peugeot demeure une entreprise 100 % privée — ce qui avait pour effet de rassurer les actionnaires de la société — et qu'il n'est pas question de dénationaliser la Régie — ce qui devait rassurer les syndicats. D'ailleurs l'association ne prévoit aucune prise de participation financière.

Si l'on doit admettre que toutes ces promesses seront tenues — nous verrons plus loin si elles peuvent l'être — quels sont les avantages que les directions des deux entreprises peuvent trouver dans l'accord signé le 22 avril dernier ?

① Peugeot et Renault coopéreront dans le domaine de la recherche. Leurs bureaux d'études demeureront distincts, mais se feront part de leurs problèmes (qu'ils pourront chercher à résoudre ensemble), ainsi que des résultats de leurs travaux.

② Dans le domaine de la fabrication, les deux entreprises mèneront une politique d'achats en commun. De même pour leurs investissements, elles éviteront de s'équiper en double. Soit qu'elles créeront une filiale commune, soit que l'une des deux sociétés procédera à une fabrication donnée pour l'autre.

③ A l'étranger, les deux firmes coopéreront dans la recherche de nouveaux débouchés et implanteront des concessionnaires communs.

④ A plus long terme, elles éviteront de concevoir de nouveaux modèles trop concurrentiels.

L'association Renault-Peugeot apparaît donc comme une « entente » destinée à faire face à la concurrence internationale, notamment celle des filiales européennes des grandes sociétés américaines. Elle n'a rien à voir avec les nom-

breuses fusions que l'on observe par ailleurs depuis quelque temps dans le monde industriel. Mais elle représente l'une des formes de la modernisation des structures de notre industrie, prônée par les pouvoirs publics.

Ainsi, en quelques jours, nous avons appris les accords Prouvost - Lainière de Roubaix - Masurel, Usinor - Lorraine-Es-

par Alain BOURQUAIS

caut, Rhône-Poulenc - Bayer, Suez - Pont-à-Mousson, Schneider - Empain - Banque de l'Indochine, une normalisation des usines de Neyrpic, etc.

Dire que cette restructuration se fera sans dommage pour les salariés serait hasardeux. Même les pouvoirs publics — qui l'ont prônée, qui l'ont provoquée avec le Plan de stabilisation, qui a mis de nombreuses entreprises en difficulté, qui la favorisent à coups d'avantages fiscaux — l'admettent.

Prenons le cas Peugeot - Renault, celui qui, a priori, semble le moins fait pour aboutir à des compressions de personnel : l'accord d'association, aux dires des signataires, précise que les deux firmes feront tout pour assurer la stabilité de l'emploi à leurs salariés. Mais il ne s'agit là que d'une déclaration de principe, faite à une époque où la conjoncture est favorable. Qu'en adviendra-t-il si la demande diminue ? Qu'en adviendra-t-il le jour — toujours possible — où les deux constructeurs s'entendront pour unifier leurs gammes de modèles ?

Et il ne faut pas seulement considérer le cas des deux firmes : des problèmes vont naître pour leurs sous-traitants. Cela découle des termes mêmes de l'accord. Prenons un exemple : la société « Allinquant » fournit des amortisseurs à la Régie tandis que la firme de Sochaux fabrique elle-même ceux qui équippent ses voitures. Allinquant pourrait connaître de sérieuses difficultés si Peugeot se mettait à fournir Renault.

Il n'est pas possible, dans notre économie en pleine évolution, de regretter le mouvement de concentration qui s'est amorcé. La France est un petit pays qui, après avoir vécu en économie fermée,

se trouve brusquement confrontée avec des concurrents redoutables, qu'ils soient Allemands ou Américains. Son industrie doit être en mesure de supporter le choc. D'ailleurs, l'association Renault-Peugeot ne se trouvera guère qu'à la troisième place des constructeurs européens, derrière Volkswagen et Fiat.

Mais les pouvoirs publics, qui se sont préoccupés d'inciter d'abord, puis d'aider — plus ou moins bien — les industriels qu'ont-ils prévu pour venir en aide aux salariés qui feront les frais de cette mutation économique, qui ne fait que commencer ?

Les travailleurs, dont le métier et la spécialisation résultent essentiellement non d'un choix individuel, mais des besoins anciens du marché de l'emploi, doivent eux aussi se reconverter en nombre croissant. Le risque est pour eux énorme : il y va de leur existence même. Selon la politique sociale qui sera mise en œuvre, ils seront rejetés ou bénéficieront, au contraire, d'une promotion.

L'U.N.R. en fait beaucoup de cas du Fonds National de l'Emploi, des A.S.S.E. D.I.C., de la formation professionnelle des adultes. En fait, il n'existe pas l'ombre d'une garantie de l'emploi pour les salariés.

Les chiffres mêmes du ministère des Affaires sociales sont dérisoires : 15.818 ouvriers formés en 1.484 salariés reclassés l'an dernier.

La garantie de l'emploi devient l'une des revendications primordiales du syndicalisme, dans quelque région que l'on aille, des plus riches aux moins développées. Or cette garantie n'est concevable qu'à deux conditions :

1) Que l'on détermine des prévisions d'emploi à court et à long terme, qu'on les fasse connaître au grand public, en premier lieu aux jeunes et à leur famille, de façon à préparer la classe travailleuse à haute technicité des années 1980 ;

2) Que l'on remodèle l'enseignement secondaire, technique et professionnel qui peut former les travailleurs de l'ère des combinats, de l'automatisme et de l'atome.

Si ces deux conditions ne sont pas remplies et si l'on ne se met pas en devoir de réaliser immédiatement l'une et l'autre, alors on ne prépare pas une France de citoyens, un pays apte à vivre mieux de son travail, on prépare de nouvelles crises, dont le chômage actuel, limité, mais endémique, n'est que le signe avant-coureur.